

Le C. de l'ordre

P R E C I S



P R E C I S

D E S

E V E N E M E N S, &c.





P R E C I S

D E S

E V A L U E M E N T S & C.



PRECIS
DES
EVENEMENTS

QUI SE SONT PASSES

A La GUADELOUPE

PENDANT L'ADMINISTRATION DE

GEORGE HENRY VICTOR COLLOT.

DEPUIS LE 20 MARS, 1793,

JUSQ'AU 22 AVRIL, 1794.

Présenté à LA CONVENTION NATIONALE.

A PHILADELPHIE.

DE L'IMPRIMERIE DE THOMAS BRADFORD, NO. 8,
Première Rue, Sud.

1795.

P R E C I S

DES

E V E N E M E N S

QUI SE SONT PASSES

A LA GUADALOUPE

Pendant l'Administration de M.

GEORGE WENRT-VICTOR COLLOT

DEPUIS LE 20 MARS 1793

JUSQU'AU 22 AVRIL 1794

Presenté à LA CONVENTION NATIONALE

PAR PHILADELPHIE

De l'imprimerie de THOMAS BRADY, 1793

Prohibé sous le N. 24

1793

P R É C I S D E S É V É N E M E N S

Qui se sont passés à la GUADELOUPE pendant l'administration de
GEORGE HENRY VICTOR COLLOT,

Depuis le 20 M A R S, 1793, jusqu'au 22 A V R I L, 1794.

Présenté à LA CONVENTION NATIONALE.

La Verité n'a qu'une voix, l'injustice en a mille.

L'EXPOSÉ de ma conduite auroit été regardé il y a quelque tems, comme une justification étudiée. Sous le règne de la terreur, il m'eût sans doute fallu emprunter les ressources de l'art, pour intéresser ou émouvoir. Graces en soient rendues aux vertueux Représentans qui ont terrassé le Colosse d'iniquité; je n'aurai besoin que de réciter les événemens qui ont eu lieu à la Guadeloupe, et j'aurai rempli ma tâche. S'il restoit quelqu'un d'assez prévenu pour exiger qu'à cette narration douloureuse—mais fidèle, j'ajoute des discussions pour ma défense, je ne lui en opposerai d'autre que ce que le Comité de SALUT PUBLIC a dit avec courage et vérité, dans son rapport du 4 Pluvios dernier. “ Les Colonies étoient condamnées à un abandon total. On négligea d'y faire passer des lettres officielles dans des momens décisifs; on emprisonnoit même des Citoyens venus pour offrir des renseignemens, ou pour demander des secours urgens.”

Ce texte s'applique parfaitement à tout ce qui s'est passé sous mon Gouvernement. Réduit à mes seuls moyens, il m'a fallu pendant l'espace de Treize Mois combattre les diverses factions, les enchaîner; trop heureux d'avoir pu garantir la Guadeloupe d'une destruction totale, et de pouvoir dire maintenant avec orgueil, qu'Administrateur sous la tyrannie de Roberspierre, sans argent, sans troupes, sans Marine, sans loix, sans guide, au milieu des haines & des passions, à une distance immense du foyer des lumières, dans un pays où il n'y avoit d'autre esprit public que celui de l'intérêt, ou il y avoit autant d'opinions que de nuances dans les couleurs, j'ai eu la fermeté, au péril de ma vie, avec la certitude d'être sacrifié, si le tyran eût vécu, d'agir dans un sens opposé à ses principes féroces, et de devancer le règne de la raison, de la justice et de l'humanité.

J'arrivai à la Basse-Terre Guadeloupe le 6 Février 1793. (vieux style) Je trouvai la colonie dans une grande agitation, plusieurs partis s'y étoient déjà formés; j'appris par la suite que cette division venoit de l'arrivée inattendue des Généraux, ce qui contrarioit le plan formé à la Dominique par quelques intrigans qui s'y étoient réfugiés du tems du pavillon blanc; ils se trouvoient soutenus & encouragés par le Capitaine La

Crosse, Commandant la Frégate la Félicité, à qui l'on avoit assuré le Gouvernement général des Isles du vent; tous les rôles étoient déjà distribués, mais notre apparition avoit tout dérangé & donné beaucoup d'humeur aux principaux acteurs.

La Crosse chercha d'abord à contester le gouvernement de Martinique au général Rochambeau, mais celui ci muni des ordres de la République, le fit désister de son ambitieuse prétention. Il porta alors ses vues sur celui de la Guadeloupe, espérant sans doute me trouver plus accessible. Il fût encore déchu dans ses espérances et malgré les intrigans, les Cabales, et les Calomnies, il fût obligé de me remettre le gouvernement après une lutte qui dura jusqu'au 20 de Mars. Ce qu'il y a de remarquable dans cette conduite du Capitaine La Crosse, c'est qu'il ne se décida à se départir qu'à la Déclaration de guerre de la France contre l'Angleterre. C'est alors que la Commission Générale qui lui devoit son existence, après avoir méconnu mes pouvoirs, les remit entre mes mains par son arrêté du 20 Mars, fondé sur la déclaration du Capitaine La Crosse qui reconnoit son incapacité, &c. et qu'il n'a point toutes les connoissances requises dans la partie militaire hors de la Mer. (V. No. I.)

A la vérité la situation dans laquelle se trouvoit la Colonie à cette Epoque n'étoit pas faite pour le porter à se charger d'un pareil fardeau; il n'y avoit pas pour six semaines de vivres, pas un Ecu en caisse, pas un bâtiment de guerre. La Colonie étoit désorganisée, la plupart des soldats et des officiers avoient été embarqués du tems du pavillon blanc, et il ne restoit pour toutes troupes de ligne que 144 hommes du régiment de la Guadeloupe, et 27 du régiment de Foréz, point d'officiers du Génie, point d'Artillerie, si l'on ajoute à ce tableau la certitude de ne rien recevoir d'Europe ainsi que le Ministre le mandoit au Gouverneur de Ste. Lucie (V. sa lettre aux pièces Justificatives No. 2.) on se persuadera facilement que le Capitaine La Crosse ne fût pas tenté d'insister plus long-tems.

Tout en m'abandonnant le timon, il laissa après lui la faction qui m'avoit déjà combattu. Au désespoir de se voir privé par ce changement des places qui leur avoient été promises, les agitateurs redoublèrent d'intrigues et de Calomnies dans l'espoir de me forcer à la retraite, ou de me sacrifier dans quelques mouvemens populaires. Lorsque j'aurai fait connaître les attaques journalières qu'ils ont dirigées contre moi, les insurrections qu'ils ont suscitées, les vexations qu'ils ont exercées, on ne sera plus étonné si je leur attribue tous les malheurs qui ont désolé cette belle Colonie.

Mon premier pas fût vers la paix dans l'intérieur. Une réunion sincère pouvoit seule donner de la force à une Colonie dépourvue de tout, et qui venoit d'être abandonnée à elle même; c'est ce que j'exprimai fortement dans ma première proclamation où je disais aux Egarés " En vous supposant (ce que vous n'aurez jamais) le pouvoir de vous donner à nos Ennemis, croyez que nos armées étant toujours victorieuses, la République après avoir fait la conquête de quelques Royaumes, saura bien se faire restituer ses Colonies pour en faire un exemple; alors calculez, pesez dans quel dédale d'horreurs vous allez vous jeter, privés de toutes consolations, de vos amis, de vos parens, de vos fortunes, de vos habitudes même, car on ne cesse jamais d'être Français sous quelque domination que l'on passe. &c.

Pour établir plus de confiance, je me fis accompagner dans ma tournée par des Commissaires pris dans le sein de l'assemblée.

J'engageai les Sociétés populaires à concourir avec moi à rétablir l'harmonie; celle de la Basse-terre en donna l'exemple par une adresse aux habitans des Campagnes.

Celle de la Pointe-à-Pitre suivit sa marche ; j'exhortai les habitans à secouer le préjugé sur la Loi du 4 Avril . Je pris pour un de mes aides de Camp un Citoyen de Couleur , je prêchai aux Citoyens nouveaux la Modération et la sagesse dans leurs prétentions , leur faisant envisager les préjugés , comme une maladie de langueur que le tems seul et les remèdes lents peuvent guérir .

Je rendrais à cet égard la justice que méritent les habitans de cette intéressante Colonie . Si j'en excepte quelques exagérés qui émigrèrent peu de tems après , je trouvai les autres parfaitement sages et je les ai vu pendant le cours de mon administration , très disposés à se soumettre aux Loix de la Métropole . La plupart des gens de Couleur furent de même très réservés et se conduisirent avec beaucoup de retenue . Un des plus grands malheurs de la Guadeloupe , c'est d'avoir été confondue avec toutes les Antilles , et de n'avoir point été assez connue de la France ; ses habitans sont généralement et essentiellement bons ; cette Colonie étoit encore , à l'époque où j'administrais , remplie de familles anciennement établies qui avoient conservé les goûts et les Mœurs patriarcales . Peu de Colons alloient dans nos Capitales d'Europe échanger leur or contre nos vices ; la beauté du Climat , la fertilité du sol les fixoit dans leur pays natal . Il n'y avoit point ou peu de misérables , point de trop grandes fortunes , l'Affricain y étoit traité avec plus d'humanité que dans aucune autre des Antilles ; le Citoyen de Couleur revenu de son délire ne pourra désavouer qu'il n'y avait pas de Colonie où il ait joui plus pleinement des Droits que lui avait rendus la Mère Patrie .

Mais les persécutions , les Délations , les Dénonciations , les Affassinats , les Meurtres , faits au nom de la République & sous le Masque du Patriotisme aigrirent les habitans des Villes & des Campagnes , & changerent insensiblement l'opinion de la Colonie .

ASSASSINAT DES TROIS RIVIERES.

Premier Crime de la Faction.

L'AFFREUX système des Roberespierres , des Charriers s'introduisoit insensiblement dans la Colonie à l'aide des factieux , à qui il ne manquoit que l'esprit & du Courage pour les surpasser en atrocité .

J'étois de retour depuis deux jours de la tournée que je venois de faire dans la Colonie , et les succès que j'avois eu en ralliant les deux partis augmentoient d'autant l'inquiétude de celui qui n'avoit d'espoir que dans le désordre ; il ne restait plus que quelques paroisses sous le vent de l'île que je n'avois pu visiter , et dans lesquelles il y avait encore quelques agitations ; je me disposais à m'y rendre sur la prière des Membres du Comité de sureté . Les instances qui me furent faites , pour m'éloigner ne me laissèrent pas douter un seul instant que l'on ne demandait mon absence , que pour mettre le forfait à exécution .

Je partis donc le 20 Avril après midi et c'est dans la nuit du 21 au 22 que l'assassinat fut commis.

243 Noirs égorgent 22 blancs parmi lesquels se trouvaient des hommes, des femmes septuagénaires, des filles et des enfans, violent les unes, mutilent les autres de la manière la plus barbare, et finissent cette scène d'horreur par piller les habitations des victimes qui sont tombées sous leurs coups. Il est à remarquer ici que ces meurtriers loin de fuir après avoir commis cet assassinat, mouvement naturel à l'homme coupable, et surtout à l'Africain lorsqu'il n'est pas guidé par des blancs, demandent à se rendre à la Basse-Terre auprès du Comité de sûreté générale.

Informé de cette Catastrophe par un Courrier extraordinaire qui me fût adressé à la Pointe Noire, je me rends le 22 à 4 heures du soir à l'arsenal où l'on me dit que les Meurtriers étaient détenus. Le Comité était composé alors de *Pautrizel, Verdelet, Guillermin, Robison, & Biguerisse*.

Je demandai ce qui avait été fait depuis leur arrivée, et pourquoi on ne les avait pas désarmés. On me répondit qu'on avait attendu mon arrivée, que ces hommes ne paroîtroient pas aussi coupables lorsqu'on connoîtroit le fond de l'affaire, que d'ailleurs ils étaient 243 et que la garde n'était que de 15 hommes, ce qui n'était pas suffisant dans le cas où ils voudraient faire quelque résistance : en ce cas, répondis-je je les désarmerai seul. Il se fit alors un mouvement de surprise dans le Comité, un membre me dit que j'allais m'exposer, je lui répondis que j'étais fait pour cela ; je sortis en même tems et j'entraî seul avec le Citoyen Artaud officier municipal et Félix officier d'artillerie, dans la Cour où ils étaient détenus.

Je trouvais ces hommes encore tout dégoutans du sang de leur victimes, revêtus de leurs dépouilles, armés de sabres, fusils et bayonnetes. Je leur ordonnais de déposer leurs armes ; ils parurent hésiter, mais leur ayant réitéré le Commandement avec plus de force, ils obéirent.

Après cette opération, je me rendis au Comité pour délibérer sur le parti qu'il y avait à prendre. Je proposais de mettre ces noirs au fort, ou à bord d'un bâtiment, jusqu'à ce que leur procès fût instruit.

Le Comité rejeta ces deux propositions, m'alléguant que ce seroit préjuger, que les Commissaires Nationaux pouvaient seul connaître une affaire de cette importance qui avait sauvé la Colonie : qu'au surplus la police des esclaves appartenait exclusivement aux assemblées coloniales. On se borna donc à les tenir dans une maison particulière, je voulais qu'ils y fussent consignés ; le Comité s'y opposa et envoya au poste qui les gardait l'ordre dont voici l'extrait : je l'ai conservé en original, il est signé *Verdelet*.

“ Art. 2d, Il sera loisible à tout le monde de les visiter (les assassins).

“ Art. 3d. Jean Baptiste (leur chef) pourra sortir tous les jours et à toutes heures afin d'instruire le comité.

“ Art. 4 A la Demande de *Jean Baptiste* la sentinelle laissera sortir vingt nègres par jour.

On voit par là qu'ils étaient libres pourvu qu'ils ne sortissent pas plus de 20 à la fois. Le chef des assassins devait aller tous les jours conférer avec le Comité, et la garde se trouvait sous ses ordres.

La postérité ne voudra jamais croire, qu'une ville dont les habitans se sont toujours distingués par leur sagesse et leur patriotisme, ait été condamnée à souffrir dans son sein pendant une année entière de pareils scélérats; et vous ne voulez pas qu'on vous soupçonne de complicité vous, notamment, *Verdelet* qui avez été envoyé par le Comité pour dresser un procès verbal sur les Lieux et qui devant moi avez fait retirer plusieurs tombereaux des meubles volés qui étaient enterrés dans les Cases de ces Africains! vous ignorez donc que dans une république le bonheur du peuple réside dans les vertus des Magistrats; et si dans vos principes *Robert/pierriens*, le Meurtre en est une, du moins conviendrez vous que nous ne connoissons encore aucune circonstance, aucun Gouvernement où le vol ait été honoré. Si vous n'eussiez pas partagé leurs crimes, vous les auriez fait juger comme voleurs.

Mais au lieu de cela, que fit le Comité! il me proposa d'en former une Légion! — un régiment d'égorgeurs dont les fonctions eussent été de mettre à exécution les arrêtés de la Commission générale extraordinaire ou pour mieux dire du Comité, on devoit les employer à chasser, fusiller, noyer tous ceux qui avaient des propriétés sans distinction d'opinions; ces satellites fideles se feraient mis à la place des proscrits, en criant, *Vive la Liberté*.

Comme je n'avais aucune instruction qui autorisât un pareil brigandage, que mes principes étaient de conserver & non de détruire, je m'opposai à ce plan dévastateur; de cette Epoque on ne songea plus qu'à se défaire d'un homme qui voulait être Republicain mais non Criminel; telle est dans une révolution la différence entre celui qui la suit en honnête homme, d'avec celui qui la suit en scélérat.

SECOND CRIME DE LA FACTION.

Journée du 15 May.

POUR parvenir au but que l'on se proposait, on chercha à me faire perdre la confiance du Peuple, et l'on employa pour cet effet une arme qui n'a que trop réussi, principalement dans les Colonies.

Le Comité me fit présenter une liste de 80 personnes à faire arrêter, elle devoit être suivie d'une autre qui aurait compris tous ceux qui avaient signé l'adresse au Roi, qui étaient restés dans la Colonie sous le Pavillon Blanc, qui avaient été des diverses expéditions faites par le Gouverneur Darrot, tant par mer que par terre, ce qui équivaloit à peu près aux deux tiers de la Colonie; j'observai aux Membres du Comité combien cette mesure étoit impolitique, que nous n'avions pas le pouvoir de mettre ce plan à exécution, puisque la garde nationale très faible pouvoit à peine suffire pour le service courant, et que si malheureusement la Colonie étoit attaquée dans cet état, il ne resteroit personne pour la défendre, que d'ailleurs une partie de ces individus n'avoient été qu'égarés, comme le peuple lui-même l'avoit reconnu, puisqu'il en avait placé quelques uns dans les Municipalités, d'autres à la tête de la force armée; qu'au surplus si l'on vouloir absolu-

ment prendre une mesure générale, je préférerais, qu'ils fussent embarqués et envoyés en France pour y être jugés conformément aux loix, on m'objecta qu'ils pouvaient être pris dans la traversée et augmenter le nombre de nos ennemis; enfin après une longue discussion la liste fut réduite à 27 personnes. Le Comité savait tout aussi bien que moi que la mesure qu'il me proposait était impraticable, il savait d'avance que dans l'état où était la Colonie, je n'y acquiescerais pas, mais il voulait un prétexte pour me dénoncer et exciter un mouvement; ce qu'il fit.

Le 15 May au matin le Comité en pleine assemblée me dénonça comme *Aristocrate*, comme soutenant les planteurs, étant en correspondance avec eux, il n'oublia pas surtout d'ajouter que je ne voulais pas de la Loi du 4 Avril, et que j'avais même dépêché un bâtiment en France pour demander qu'elle fût retirée. Les hommes de couleur qu'on avait eu soin de rassembler dans la salle des séances sortent en tumulte, crient aux armes, parlent de faire tomber ma tête ainsi que celle des Citoyens qui pensent comme moi. La ville est en alarme, chacun se renferme chez soi, j'apprends cette atrocité et pour prévenir une explosion, je convoquai sur le champ une assemblée extraordinaire pour 4 heures du soir.

Je me rappelle qu'à ce sujet beaucoup de personnes étaient d'avis que j'attendisse au lendemain pour donner ma justification, vu l'exaltation où étaient les esprits; si j'avais eu la faiblesse de suivre ce conseil, la guerre civile eût été dans la Colonie; Je me rendis à l'heure indiquée accompagné des officiers de mon Etat-Major & du Secrétaire du Gouvernement, je trouvai l'assemblée présidée par le Citoyen Pautrizel et remplie d'hommes armés, principalement de gens de Couleur; la discussion s'engagea et après une séance très orageuse le peuple décida que j'avais fait mon devoir; il exigea que cela fût inséré dans le registre des délibérations et me reconduisit en triomphe au Gouvernement; cette délibération a été imprimée et distribuée par ordre de l'assemblée.

Je me flattais qu'après cette crise, la tranquillité serait rétablie, mais que pouvait la raison sur l'esprit d'une classe d'hommes qui ne se disaient Patriotes que pour acquérir des richesses; je m'apercevais bien que c'était aux propriétés qu'on en voulait, et ce qui ne laissa aucun doute sur ce plan, fût une lettre de *Maurice* Notaire à la Martinique qui tomba entre les mains d'Artaud officier Municipal, en voici l'extrait.

" J'ai eu le plaisir de vous écrire ainsi qu'à l'ami *Guillermin*, de même qu'à *Caussade* &c.

" Lorsque nous étions errans et que je n'ai pu trouver un azile en terre étrangère, j'étais loin alors de penser que dans un mois, j'écraserais sous mes pieds tous mes ennemis; la confiance que le général a mise en moi m'a mis dans le cas de jouir de ce triomphe; il ne s'est pas donné un emploi depuis celui de Gouverneur des îles subordonnées, jusqu'à celui de valet de ville, sans que j'aie été consulté, j'ai nommé tous les commissaires &c.; aussi jamais Ministre n'a eu une Cour plus assidue, mais parmi tout ce tourbillon je ne perds pas la tête, je ne suis pas l'homme à gage du général, mais son homme de Confiance, cela ne donne pas du pain; sitôt que je l'ai pu je me suis esquivé du fort royal, j'ai travaillé le Comité de St. Pierre; j'ai fait séquestrer les biens du Clergé et des Emigrés, et me suis emparé des principales opérations; il y a près de 15 jours que je travaille à l'inventaire des biens de l'hôpital. Cette semaine je tâcherai

d'entamer les Pères blancs, en attendant j'ai jetté le *Grapin* sur les Ursulines; vous voyez par ce récit que je ne me contente pas d'honneur et de fumée, mais que je cherche à réparer le tems perdu. Signé, *Maurice*.

"c'est le Capitaine La Croffe qui se chargea de mes paquets &c."

Ne sont-ce point là les principes de ces Patriotes de circonstance qui ont tant fait couler de sang innocent, tant commis de dévastations en accusant toujours le Citoyen vertueux pour avoir le droit de le piller exclusivement? et de quel droit pouvais-je me prêter à de pareilles injustices? La Convention avait elle décrété le partage des terres, déclaré la guerre à tous les propriétaires, même à ceux qui se soumettaient paisiblement à ses Loix?

Qu'on me permette à ce sujet de remarquer qu'il eût peut-être été convenable en accordant les Droits Politiques aux hommes de Couleur, de leur assigner des terres appartenantes à la République, du moins à ceux qui ne possédaient absolument rien. La plupart de ces hommes peu éclairés se sont crû, par le décret du 4 Avril, dispensés de travailler; ils imaginaient que la Mère Patrie prenait l'engagement de les nourrir et de les entretenir, ils étaient tellement imbus de cette idée que par la suite une partie de leurs prétentions fût toujours fondée sur ce principe, et que la plupart avaient cessé toute espèce d'occupations; pour obvier à ce grand inconvénient qui n'avait pas été assez senti en France, lorsqu'on traita cette question, je proposai au Comité une mesure qui aurait peut-être évité bien des maux aux Colonies, si elle eût été adoptée; elle consistait à faire faire une révision de toutes les concessions données mal à propos dans l'ancien régime plus à l'intrigue qu'à la nécessité, d'en faire des lots et de les distribuer aux non propriétaires de la Colonie; par ce moyen, me disais-je les terres se défricheront, l'Agriculture et le Commerce y gagneront, la Colonie aura des hommes bien plus intéressés à la défendre, et la paix règnera; car lorsqu'on cultive on s'attache au sol qui nous nourrit et rarement l'on voit le cultivateur devenir un factieux.

Mais comme le Comité ne voulait point la paix, on rejetta ma proposition.

TROISIEME CRIME DE LA FACTION.

Affassinat des Prisonniers de la POINTE-à-PITRE.

CETTE constante opposition au bien, les principes de licence effrénée que professaient les Chefs des séditieux, le mépris qu'on affectait pour toutes les anciennes loix, l'introduction d'une infinité de nouvelles sous prétexte de révolution, jetterent bientôt tous les esprits, & la Colonie dans la confusion.

La Pointe-à-Pitre surtout était le foyer de toutes ces agitations, et je ne fus pas long tems sans m'appercevoir qu'elle recelait des *Septembristes*. Il faut croire que cette

faction avait des grandes relations avec les *Terroristes* de France, si l'on en juge par les plans de dévastation, les assassinats, le pillage qui ont été commis ou qu'on a voulu commettre ; car quoique je ne reçusse alors aucune lettre ni décrets, ils paraissaient cependant instruits de tout ce qui se passait, citant sans cesse l'odieux Roberspierre et ses principes, accusant tous ceux qui ne voulaient pas participer à leur brigandage, *de n'être point à la hauteur de la Revolution* ; quand à moi , quoique séparé par un espace immense du théâtre où se jouait le plus grand de tous les Drame ; je n'ai jamais pensé un instant que toutes les horreurs qui se commettaient en France fussent le vœu de la Nation, ni de la majorité de la Convention que je regardais déjà comme tyrannisée sous le despotisme le plus oppressif, et c'est ce qui me détermina, malgré les efforts qu'on fit pour changer mon opinion, de suivre à tout événement le système de justice & d'humanité qui doit toujours être la base d'un bon gouvernement.

Pendant le séjour que je fis dans cette ville , un des membres de la société populaire fit une motion tendante à transférer les Prisonniers détenus dans les prisons de la Pointe-à-Pître , pour cause d'Aristocratie, afin de soulager le service de la garde Nationale. On lui observa que les prisons de la Basse-terre étaient déjà pleines , que le service militaire y était très pénible, et qu'il n'était pas juste de surcharger d'avantage les Citoyens de cette ville ; une voix s'écria : “ puisqu'il en est ainsi, il n'y a qu'à leur couper le cou.

Quand l'on saura en Europe que cette société avait pris le titre de *Jacobins des Antilles*, que le bonnet rouge y était en vénération, qu'il fallait pour n'en être pas exclu avoir commis ou proposé quelque meurtre, provoqué quelque pillage, on ne sera plus étonné que de pareilles opinions y aient été tolérées et souvent même applaudies.

Quoiqu'on ne doive généralement ajouter que peu de foi à l'exécution d'un Crime que l'on annonce publiquement, cependant lorsque j'en fus instruit, je donnai des ordres de précaution ; je fis resserrer les prisonniers, doubler les gardes ; je défendis toute espèce de communication avec qui que ce fût, à moins d'une permission par écrit d'un officier Municipal visée du Commandant de la place. Malheureusement soit faiblesse ou extrême bonté, après mon départ pour la Basse-terre, cet ordre fût transgressé et les prisonniers furent plus libres que jamais.

Le 7 Juillet au matin, il s'élève une rixe entre le sentinelle et un prisonnier, dans laquelle ce sentinelle (homme de couleur), est blessé à la main ; dans cet état il se montre au peuple en criant que les prisonniers ont voulu l'assassiner. La multitude se rassemble, et excitée par quelques chefs des factieux qui n'attendaient qu'une occasion favorable, court aux Prisons ; en vain le Maire accompagné de quelques officiers Municipaux et du Commandant en second cherchent à calmer les esprits, leur voix est étouffée, l'autorité méconnue ; les seditieux, armés de hâches et de barres de fer, forcent les portes et immolent à leur rage sept des prisonniers.

Telle était déjà la terreur que cette faction avait inspirée qu'il ne fût jamais possible aux Magistrats du peuple ni au Commandant, de rassembler la force armée et qu'ils furent condamnés à rester seuls spectateurs de cette horrible exécution : il en fût de même des Commissaires nommés pour instruire contre les fauteurs, ils n'osèrent jamais faire leur rapport.

Tous ces Meurtres et Brigandages restés impunis augmentaient l'audace des factieux et les accoutumoient à répandre le sang ; semblables à ces bêtes féroces qui ayant goûté de la chair humaine, ne veulent plus dévorer que des hommes.

 QUATRIEME CRIME DE LA FACTION.

 Insurrection à St. Anne.

MALGRÉ tous ces malheurs, les arrestations continuoient ; le Comité de sûreté sans consulter la Commission générale en ordonnoit, les municipalités s'arrogeaient le même pouvoir, et chacun chercha bien plus à satisfaire ses passions et ses haines particulières, qu'à servir la chose publique. Le Gouvernement manquait de cette force exécutive, qu'un seul décret, une simple lettre officielle lui eut donné, le silence de la Métropole encourageait les factieux, et la crainte d'agir en sens contraire à la volonté nationale, intimidait le vrai républicain, cet abandon ouvrait la porte à toutes les suppositions ; on annonçait que la Loi du 21 Septembre était abolie ; la France, ajoutait-on, ne voulait plus de Gouverneurs dans ses Colonies, plus d'approbation ; le langage de l'indépendance était dans toutes les bouches.

Telle était la situation des Administrateurs dont tous les plans, toutes les opérations étaient contrariés ou calomniés. J'en rendis compte dans toutes mes Dépêches au Comité du salut public, en lui retraçant la nécessité d'envoyer au moins un Commissaire avec des Loix, ce qui eût tout rétabli, tout sauvé.

Plusieurs Paroisses fatiguées de cette anarchie adressèrent des pétitions tant à la Commission qu'au Gouvernement, elles demandaient la cessation des arrestations et le jugement des détenus ; celle de St. Anne qui s'était toujours montrée opposée aux principes de la Commission & inébranlablement attachée aux Loix de la Métropole envoya une Députation d'hommes de couleur à la tête desquels était un nommé Auguste.

Il vint chez moi, mais comme ce objet regardait spécialement le Comité, je l'y envoyai ; là s'établit une discussion fort vive dans laquelle Auguste s'exalta contre quelques membres ; le Comité effrayé des dispositions de ce Citoyen dont il connaissait l'influence, chercha à l'apaiser en lui exposant combien il était injuste et ingrat envers les représentans de la Colonie qui ne s'occupaient que du bonheur des Citoyens nouveaux ; que dans ce moment même le Comité était en difficulté avec moi, parceque je ne voulais pas promulguer une loi de France qui donnait le droit à tous les Bâtards d'hériter de leurs pères lorsqu'ils venaient à mourir sans enfans légitimes ; Auguste me rapporta cette nouvelle perfidie ; je lui répondis qu'on le trompait, que je n'avais reçu aucune Loi Nationale, ni instructions d'Europe depuis que j'étais dans la Colonie, et l'engageai à se défier de toutes ces fausses insinuations qui ne tendaient qu'à troubler le repos public ; Auguste qui me parût satisfait se retira et retourna dans sa paroisse. Le Comité pour tâcher de me rendre odieux aux Citoyens nouveaux, chercha à tirer avantage de la circonstance, dépêcha en secret à St. Anne un nommé Sabathier St. André, membre de l'assemblée, dont les instructions étaient de me dépeindre dans cette paroisse qui m'avait toujours montré de l'attachement, comme l'ennemi de la Liberté et de l'Egalité (crime dont on accuse toujours ceux qui n'en ont point commis). Sabathier en horreur dans le bourg n'ose s'y présenter, il court les campagnes et se réfugie chez ce même Auguste, y passe plusieurs jours après s'y être entretenu avec les chefs du complot et nommément

avec André Mane; il promet pour les échauffer la liberté aux esclaves, et aux libres l'héritage de leurs pères naturels; de là les cris des revoltés lorsqu'on leur disait; que demandez vous? *La Loi, La Loi!*

Le 28, Aoust pendant la nuit 1000 à 1200 affricains de cette commune se rassemblent, pillent plusieurs maisons, s'emparent des armes & des munitions qu'ils peuvent trouver. La portion de la garde nationale de Ste. Anne qui peut se réunir, les attaque sans délibérer, en tue quelques uns, et disperse le reste dans les bois. Informé de cette insurrection, je me rends le 29, et comme je savais que ce complot s'étendait sur toute la grande terre, je fais marcher une partie de la force armée de la Pointe-à-Pitre et des paroisses adjacentes pour soutenir celle de Ste. Anne. Je prends moi même une position centrale, avec une partie de ces troupes, et j'envoie ordre à toute la force armée des paroisses circonvoisines de marcher sur moi le 30 au matin, afin de me rejeter tous les fuyards et d'en imposer au reste des Atteliers. Pendant ce mouvement beaucoup furent tués ou pris, malheureusement les chefs tels qu'*André Mane & Auguste* y périrent. La force armée réunie me propose de faire juger sur le champ les prisonniers par un tribunal militaire; j'y adhère et après l'avoir organisé, je le fais présider alternativement par des commissaires du corps colonial alors en tournée dans la grande terre. On en juge, condamne, & exécute plusieurs.

Dans les différens interrogatoires faits à ces malheureux qu'on avait si cruellement trompés, 28 déposerent contre *Sabatier St. André*. (Les pièces sont dans les Archives du Comité.) En conséquence j'en donne avis au Comité, et demande son arrestation. Le Comité qui voit par ces mesures l'ordre rétabli, et qui sent qu'il va se trouver compromis si l'on met *Sabatier* en cause; casse toutce qui a été fait, proteste contre la formation du Tribunal militaire, improuve la conduite de ses Commissaires, m'appelle *Tyrann sanguinaire* et fait nommer *Sabatier* président de l'assemblée.

A cette époque la Convention Nationale n'avait point prononcé la liberté des hommes noirs, et quand elle l'eut fait, était-ce par le sacrifice des Blancs qu'on devait la cimenter? dans un moment où l'esprit du tems était pour la liberté de tous les hommes, sans que la loi eût encore été portée, je devais me borner à tâcher d'adoucir le sort des noirs, et il ne m'appartenait pas de prévenir la Volonté Nationale.

Sans cette mesure prompte & vigoureuse tous les ateliers de la grande terre étaient soulevés, par suite ceux de la Guadeloupe, et la destruction de la Colonie entière en eût été la conséquence.

La lettre de Verdelet prouve la part active que le Comité de sureté a prise dans cette affaire, ainsi que l'esprit de Cabale qui le dirigeait. La voici: "*Comité de sureté, le 27 Aout, à sept heures.*" Citoyens Collegues——avec joie nous recevons ce dernier avis. Il nous flatte infiniment. Nous déjouerons les scélérats. Patience!. Nous sommes très aises que ce monstre de bâtard à *Coquille*, qui a fait l'insolent à la Commission soit arrêté ou tué. Il ne crira plus *Bravo*, quand les modérés ne voulaient pas que l'on casse la délibération de Ste. Anne ni de St. François. Signé, *Verdelet*.

"Nous vous prévenons qu'une nomination nouvelle, *cabalée par nous* a amené dans notre sein pour adjoints à votre absence les Citoyens de Couleur Jacob

“Duparc et Claude de la Basse-Terre. Pour copie conforme à l'original en mes-
“ mains.” Signé Gerlain.

CINQUIEME CRIME DE LA FACTION.

Refus d'Acceptation de l'Acte Constitutionnel.

L était visible par toutes les attaques dirigées contre le gouvernement, qu'il tendait à sa fin; il ne subsistait plus que par quelques formes purement illusoires. Le seul lien qui attache les Colonies à la Métropole était prêt à se rompre; le plus vil intérêt se parait effrontément du nom sacré du bien public et à l'aide de la terreur on en imposait à la volonté générale qui restait muette.

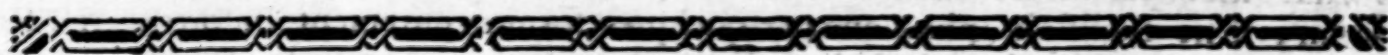
Chaque jour voyait paraître une usurpation, un arrêté inique qui n'avait pour but que l'intérêt particulier; on entravait mes plans de défense, sous prétexte qu'ils devaient ruiner la Colonie, qu'ils étaient inutiles, attendu que les Anglais ne devoient jamais envoyer aucune force dans les Isles du vent. Pour empêcher la formation du Bataillon soldé, les factieux publiaient que tous ceux qui y entreraient perdraient leurs droits de Citoyens actifs, ce qui en éloignait les gens de Couleur; on chercha à dégoûter les troupes et les officiers en ne les payant point de leurs émoluments & les laissant en proie à tous les besoins; (il est encore du aux officiers la plus grande partie de leur traitement ainsi qu'au Gouverneur qui n'a subsisté que d'emprunts, et qui est resté insolvable vis-a-vis du commerce.) On me força à l'aide d'une insurrection d'hommes de couleur, à rendre publique la mission de deux bâtimens de l'Etat destinés à aller prendre des poudres à la Martinique, en insinuant perfidement qu'ils allaient dans le Continent Américain, chercher les Marins de St. Domingue pour ensuite faire égorger les Citoyens Nouveaux, (ce qui occasionna la prise d'un des bâtimens).

J'étais à la vérité un grand obstacle au système de pillage universel du Comité de sûreté, je m'étais opposé à l'armement des assassins des 3 rivières; La ville de la Basse-Terre s'était jointe à moi pour empêcher la formation d'un corps de Dragons révolutionnaires: on ne me pardonnait par non plus d'avoir fait connaître l'acte constitutionnel que j'avais reçu de la Martinique; le Comité qui craignait qu'un nouvel ordre de choses lui fit perdre de sa puissance, m'accusait de vouloir allumer la guerre civile en publiant un acte qui pouvait être faux (disait-il) parceque je ne l'avais point reçu officiellement. Mais le peuple de la Basse-Terre qui l'avait reçu avec enthousiasme, par ses Députations réitérées à l'assemblée, l'obligea à le recevoir et à l'envoyer aux assemblées primaires de la Colonie; ce qui fût fait de mauvaise grace et le Comité ne manqua pas d'envoyer sous main des Emissaires pour le faire rejeter; malgré toutes ces entraves, toutes les paroisses l'acceptent avec joie, excepté deux et le club Jacobin de la Pointe-à-Pitre. Ces deux paroisses étaient influencées par *Guillermine* et *Verdelet*, le club l'était par tous les chefs de la faction.

Cette conduite de la ville Basse-Terre indisposa le Comité et l'assemblée, qui résolurent d'aller tenir leur séances à la Pointe-à-Pitre.

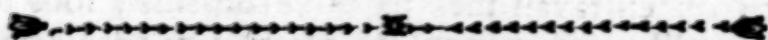
Une querelle survenue entre un membre de l'assemblée (citoyen de couleur) et un jeune homme de la Basse-Terre nommé *Ducomet*, qui se décida par un combat au pistolet où le Citoyen représentant fût tué, servit de prétexte. Le Comité fit prendre par l'assemblée, quoiqu'alors incompétente, un arrêté par lequel il était dit que n'étant pas libre, elle se retirait à la Pointe-à-Pitre.

J'employai tout ce qui fût en mon pouvoir pour empêcher cette Démarche dont je prévoyai les Dangers pour la Colonie d'après l'esprit qui régnait à la Pointe-à-Pitre; et ma correspondance avec le Comité fait preuve des efforts que je fis à ce sujet; ils furent inutiles, la plupart des Membres de l'assemblée étaient déjà partis avant que l'arrêté me fût présenté.



SIXIEME CRIME DE LA FACTION

Journée du 21 Décembre. Attentat à la Souveraineté Nationale.



AUSSITOT l'arrivée du Comité & de l'assemblée à la Pointe-à-Pitre, les accusations, les trames dans tous les genres furent employées, tant contre moi que contre le prétendu *parti modéré*; les troubles de cette ville se renouvelèrent sous des symptômes très effrayans pour la sûreté publique. Le Comité se voyant soutenu chercha à débiter par une grande Catastrophe; on forma le complot d'égorger tous les modérés, le Commandant la Folie, plusieurs membres de la Municipalité, la plupart des officiers attachés au Gouvernement, et surtout le Citoyen Henry que j'avais envoyé pour s'informer de tout ce qui se passait et répondre à toutes les Calomnies lancées contre moi.*

Le 27 décembre, je reçus différens avis qui m'annonçaient les agitations de la Pointe-à-Pitre, avec invitation instante de la part des officiers municipaux de m'y rendre.

Je me trouvais fort embarrassé, je savais que le peu d'hommes du régiment de Forêt restés à la Pointe-à-Pitre étaient entièrement dévoués aux *Terroristes*, et j'avais juré de ne jamais employer le régiment de la Guadeloupe; d'un autre côté l'Aristocratie voulait toujours se mêler de nos débats et se joindre aux républicains modérés; afin d'éviter tous ces écueils, je pris la résolution d'y aller seul accompagné de mes Ailes de Camp, et de quelques Citoyens de Couleur sages et vrais républicains.

Arrivé à la Capesterre, je reçus pendant la nuit un exprès qui m'apporta la lettre suivante:

* Officier plein d'honneur & d'intelligence et qui dans tous les tems a servi la république avec un dévouement dont il y a peu d'exemple, je ne saurais trop lui exprimer ici mes sentimens d'estime; puisse cet hommage rendu public lui faire oublier tout ce qu'il a souffert avec moi.

" POINTE-A-PITRE , le 19 Décembre 1793, l'an 2me. de la République Française.

Cher Général ,

" Je vous écris à la hâte et avec la participation du Citoyen Maire et du Citoyen Dano président du Comité de surveillance et du Commandant la Folie, &c.

" Ces magistrats ont découvert la plus noire et la plus sanguinaire des conf-
pirations pour nous immoler tous à la fureur de la faction du Comité de sureté.

" Demain à l'issue des funérailles de Coudere on doit faire main basse sur moi,
sur le Maire, sur les officiers municipaux et sur le Commandant ; et pour l'exé-
cution de cet horrible assassinat, ils ont appelés de tous les quartiers, comme
je vous ai mandé par ma lettre d'aujourd'hui qui vous aura été remise par
Ferrand ou par Mondésir, des Citoyens nouveaux pour se renforcer et conso-
mer le sacrifice avant votre arrivée ; et peut être sur votre chemin y a-t-il des
assassins apostés pour vous empêcher de pénétrer jusqu'à moi.

" Je vous engage donc et je vous conjure aussitôt la présente reçue de vous
environner dans le lieu où vous serez et ainsi successivement de paroisse en
paroisse, de toute la force qui vous sera possible de réunir avec le choix qui
convient aux circonstances, de manière à arriver sur nous avant neuf heures
du matin.

" Duc est monté a cheval pour rassembler les Dragons des abymes. Petit est
parti pour le morne-à-l'eau et le Petit canal, afin que tout se réunisse avant
l'heure déterminée. Casuabon part également pour Ste. Anne et amènera force
suffisante, de manière à former autour de nous un cercle de bons Citoyens et
faire tomber les poignards. Salut. Signé, Le Commandant de la force armée indemnisée
HENRY, LA FOLIE.

" Volez à nous. Le nombre des amis de l'ordre et de la tranquillité est infi-
niment supérieur, mais il est éparé. C'est pour cela que ces scélérats veulent
nous prendre en détail, et votre présence les anéantira tous. Mais arrivez
promptement avec les précautions que je vous ai indiqué. Car il faut que vous soyez
ici avant huit heures. Signé J. B. DANO, officier municipal, COURTOIS MAIRE.

Les dépositions de deux Citoyens relativement à cette affaire ont été reçues par
Ezemaad notaire de la Pointe-à-Pitre, et sont dans ses minutes.

Quelques sérieux que fussent ces avis, je ne pouvais rien changer à mes
premières dispositions par les raisons que je viens d'expliquer.

Je me contentai donc de renforcer mon escorte de quelques Dragons, je con-
tinuai ma route et j'arrivai le 20 à huit heures du matin, à la Pointe-à-Pitre ;
je trouvai la ville remplie d'hommes armés de tous les quartiers, que les deux
partis avaient rassemblés à mon insçu ; les uns pour mettre leur projet à exécution,
les autres pour s'en garantir, j'improuvai beaucoup que des individus entachés d'A-
ristocratie se fussent mêlé parmi les Dragons de la Campagne, j'ajoutai que c'é-
tait aux vrais républicains à remettre à l'ordre les agitateurs et les anarchistes.

A deux heures après midi on vint m'avertir qu'il y avait une grande fer-
mentation parmi le peuple, qu'il se faisait des attroupemens et qu'on avait plusieurs
fois crié aux armes ; j'engageai la Municipalité à se rassembler et se tenir en sé-
ance ; sur ce que le Maire m'objecta que la Municipalité courait les plus dan-
gers, je fis mettre deux compagnies de garde nationale devant la maison commune et
je montai à cheval, quoiqu'on m'eût averti différentes fois que je serais assassiné

si je paroissais ; je me fis suivre seulement de quelques officiers ; en entrant dans la rue des abymes une compagnie d'hommes de Couleur à la tête desquels était un blanc nommé *Dormoy* me couche en joue, et quoique j'eusse arrêté mon cheval deux minutes devant lui, il fût si lâche qu'il se contenta de me dire des injures sans oser faire feu ; de-là je voulus me rendre au morne du Gouvernement pour visiter ce poste, une foule de gens parmi lesquels je vis beaucoup d'étrangers m'entoura et s'opposa à mon passage, en criant *point de Veto, point de commission royal*. Les factieux pour exciter le peuple et le rendre plus furieux lui avaient fait entendre que l'approbation conservée aux Gouverneurs des Colonies par les loix du 25 Aoust, et 21 Septembre, n'étaient autre chose que le *Veto Royal*.

Quoique je fusse pressé et que j'eusse été presque culbuté de mon cheval, je me déterminai à périr seul plutôt que de faire agir la force armée contre des hommes dont la majeure partie étaient trompés et égarés ; ayant souvent remarqué dans le cours de cette révolution, que dans la plupart des insurrections lorsque le peuple est réellement opprimé dans ses Droits, il n'y a aucun espoir d'adoucissement il lui faut une prompte justice ; et dans celle au contraire où il n'y a qu'une section poussée par les agitateurs, la Modération est le meilleur remède.

Je m'efforçai de faire entendre aux plus exaltés que la Commission Royale avait été abolie par la Loi du 21 Septembre, et qu'en détruisant l'approbation ils rompaient le seul lien qui les attachait à la France et par là qu'ils allaient se déclarer indépendants ; à cet éclaircissement tout ce qui n'était pas dans le secret des meneurs parût se calmer, mais les autres continuèrent leurs cris, leurs hurlements et me reconduisirent ainsi jusqu'à mon logement. Là se passa la scène la plus scandaleuse qu'un fonctionnaire public puisse jamais éprouver ; les injures, les menaces furent mises en œuvre pour me faire renoncer à mon droit d'approbation, les uns voulant que ce fût sur le champ, d'autres demandaient que cela fût remis au lendemain en pleine Assemblée ; ce dernier avis prévalût ; pendant tout ce tems de crise je n'opposai qu'une ferme & constante résolution d'être fidèle à mon devoir et d'attendre la Volonté Nationale,

Toute la nuit se passa dans une grande confusion. Les factieux changerent le mot d'ordre et voulurent s'emparer de quelques postes, mais comme les Compagnies étaient mêlées d'hommes de différentes opinions, cela ne fit qu'augmenter le trouble et le désordre.

Le lendemain 21 Décembre toutes les autorités constituées ayant été convoquées à la séance de l'assemblée, les galleries étant remplies des plus effervescens, je fus invité à m'y rendre ; je savais que le plan de la veille n'ayant pas réussi on devait se borner dans cette séance à casser toutes les Municipalités, les officiers de l'Etat Major, embarquer le Commandant La Folie, faire de moi un simple Commandant militaire, et former un *Conseil exécutif* ; ce plan paraissait concerté entre les Agitateurs des trois principales Colonies des Isles du vent, comme on peut s'en convaincre par une lettre de *Kermené* aux pièces justificatives (voyez No. 3).

Par cette mesure, le Comité en détruisant l'approbation jusqu'alors nécessaire pour légaliser ses arrêtés, et ne trouvant plus d'entraves, eût donné un libre cours à son système d'iniquité.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'en entrant dans la salle on eût soin de me placer entre deux hommes de couleur nommés *Dandane* & *Hyppolite* qui avaient voulu m'affaîner la veille, et qui sous prétexte de députation avaient été introduits, aucun d'eux n'étant membre de l'Assemblée.

La discussion s'ouvrit sur mes attributions, après beaucoup de débats tumultueux, *Guillermin* me déclara qu'il fallait me destituer du droit d'approbation, *Caussade* préférait que j'en fisse volontairement moi même la résignation à l'assemblée.

Je déclarai formellement, à toutes ces propositions que rien ne me ferait abandonner les pouvoirs qui m'avaient été confiés, à moins de trouver un moyen qui ne compromit ni la Dignité Nationale, ni la sûreté de la colonie, qu'au reste j'étais décidé à mourir la Loi à la Main.

Alors les attaques commencèrent de toutes parts, pour chercher à soulever le peuple, je répondis à tout, et refutois victorieusement toutes les inculpations; au bout de 4 heures de discussions les plus violentes où les passions agissaient bien plus que les principes, un nommé *Monnerot* fit lecture d'une diatribe qui acheva d'éclairer le peuple; j'y étais accusé de tous les crimes du Roi, des Gouverneurs *Blanchelande*, *Béhague*, *Clugny*, *Darrot*, *Rivière*, *Malevaux*, &c.; d'avoir abandonné les Gardes Nationales à *St. Christophe*, d'être l'auteur de l'affassinat des 3 rivières, de l'insurrection de *St. Anne* et de tous les faits Contre-révolutionnaires. Je ne fis d'autre réponse à tant d'absurdités qu'en demandant qu'il fût nommé sur le champ quatre commissaires pris dans le sein de l'assemblée, pour examiner toutes mes opérations tant civiles que militaires, et qu'alors le peuple jugerait entre moi et mes accusateurs, je sortis en prononçant ces dernières paroles. Les galeries qui jusqu'alors étaient restées en suspens demandèrent que l'orateur eût à produire les preuves au soutien de sa dénonciation; mais celui qui avait eu l'audace d'accuser un homme publiquement, ne craignait point d'avouer qu'il n'en avait aucune, et que c'était seulement son opinion qu'il avait énoncé; cet aveu mit le Dénonciateur dans le plus grand danger, et le peuple se précipitant des galeries dans la salle allait en faire le plus terrible exemple pour les calomniateurs, s'il n'eût disparu à l'instant même; sa fuite ne fit qu'augmenter le tumulte et quelques membres de l'assemblée, principalement ceux du Comité étant menacés, on me dépêcha six commissaires pour m'exhorter au nom du salut public de me rendre à l'assemblée, le seul motif du danger que couraient plusieurs membres pût me déterminer à faire cette démarche.

Après être parvenu à calmer le peuple, je renouvelai ma demande pour qu'il me fût donné 4 commissaires pour la révision de mes comptes, et qu'ils fussent rendus publics,

L'assemblée par un mouvement spontané s'y opposa et me déclara par l'organe de son Président " que m'accorder une semblable demande serait donner une sorte d'existence " aux soupçons jettés sur mon administration par un seul de ses membres dont l'opinion se trouvait isolée et que l'assemblée l'ayant reconnue sans fondement, elle me " déclarait au dessus de semblables inculpations."

Ce qu'on aura peine à croire, c'est qu'aussitôt que je fus retiré, le danger passé, ces mêmes hommes qui avaient fait en face du peuple une déclaration aussi solennelle; sans le consulter et sans être en compétence, prennent un arrêté préparé à l'avance par lequel l'assemblée se déclare souveraine par urgence, me desti-

tue de mes pouvoirs civils et crée un conseil exécutif (j'ai en mains l'original de de cet arrêté du 21^e Décembre, qui a en outre été imprimé).

De cet Epoque commencerent les plus grands troubles de la Colonie. Sur 28 paroisses, 25 refuserent l'enregistrement de l'arrêté, voterent pour la dissolution de l'assemblée, l'organisation d'une chambre administrative, et le maintien des pouvoirs du gouverneur.

Mais le Comité voulant gouverner à tel prix que ce fût à l'aide des Terroristes répandus dans les Campagnes, fit former des assemblées illégales et prendre à mains armées des *Contre-délibérations*. Ceux qui s'y refusaient ou voulaient persister dans leur première opinion étaient maltraités ou proscrits; dans plusieurs paroisses on enleva de force les registres des Municipalités; à la Pointe-à-Pitre on chassa ou proscrivit tous les vrais patriotes qui voulaient rester fidèles aux loix de la Métropole, et l'on pilla, et confisqua leurs propriétés.

Les officiers qui refuserent de prêter le serment au nouveau corps souverain, furent obligés de se sauver pour ne pas être assassinés; tels furent le Commandant de l'Artillerie, l'Ingénieur, l'Adjudant Général, le Commandant des forts &c. Ces honnetes citoyens étaient remplacés par des ignares et des intrigans dévoués à la faction. Une partie des Membres de la Municipalité qui avaient courageusement refusé l'enregistrement de l'arrêté furent cassés et obligés de fuir. La nouvelle Municipalité pour montrer au peuple, combien elle était à la hauteur des principes souffrit qu'on égorgeât un Citoyen (*Beaupain*) à coups de sabre, sous ses yeux, dans la salle de ses séances, sans qu'il fût fait aucune poursuite contre l'assassin.

Il n'y avait aucun moyen de sauver cette malheureuse ville du pillage et du meurtre auxquels elle était condamnée, une partie de la force armée était dans les principes de l'assemblée; *Meilband* commandant de *Foréz* et son détachement excepté les deux Lieutenants qui furent honorablement chassés et vinrent me rejoindre, étaient gagnés et donnaient la main à toutes ces horreurs. Le chef de l'administration le Citoyen le Vacher avait été élevé à l'emploi d'ordonnateur pour les services rendus à la faction, en désobéissant à son chef, et pour avoir autorisé le gaspillage des farines et provisions qui nous avaient été adressées des Etats-unis d'Amérique, en les distribuant à ceux qui se déclaraient pour le nouveau corps révolutionnaire.

Comme je m'étais fortement opposé à l'exécution de l'arrêté du 21 Décembre que je ne pouvais considérer que comme un acte d'indépendance, et que j'avais employé tous les moyens qui étaient en mon pouvoir pour éclairer les paroisses, le Comité dans l'espoir de détruire l'effet de la proclamation que j'avais faite à ce sujet, oubliant que quelques jours auparavant, l'assemblée m'avait déclaré au-dessus de toute inculpation, forgea 38 calomnies contre moi, auxquelles on donna le nom d'*Acte d'Accusation*, où j'étais représenté comme ennemi de l'Egalité, Philantrope, Négrophile, voulant être républicain français et non des Colonies. Cette pièce contenait mille autres absurdités toujours inséparables du mensonge, et finissait par un arrêté qui me suspendait de toutes mes fonctions publiques et me mettait en état d'Arrestation provisoire, elle fût imprimée au nombre de 1000 exemplaires, et répandue avec profusion.

Ce qu'il y a de curieux dans la marche de ces étranges patriotes, c'est qu'au moment où ils m'accusaient du crime de Modérantisme, ils faisaient un appel aux Royalistes, leur promettant leur pardon, s'ils voulaient se joindre à eux; (voyez No. 4) ce qui m'a confirmé dans mes soupçons que l'argent de *Pitt* agissait aussi puissamment dans le Nouveau Monde que dans l'Ancien; la suite des événemens prouvera la vérité de cette assertion.

L'acte d'accusation n'ayant pas produit à la Basse-Terre le mouvement qu'on en attendait, servit au contraire à diminuer de plus en plus le crédit que le Comité s'était acquis sur la portion des Citoyens qu'il avait trompés, il eût alors recours au dernier moyen des lâches, l'*Assassinat*.

SEPTIEME CRIME DE LA FACTION.

INSURRECTION à la BASSE-TERRE.

Projet d'affaiblir les Prisonniers d'Etat.

LA ville de la Basseterre, malgré l'exemple de toutes les autorités qui s'étaient constamment opposées avec courage aux invasions du Comité, commençait néanmoins à se ressentir de toutes ces agitations. Les Députés envoyés pour former la nouvelle chambre administrative, d'après l'acceptation de l'acte constitutionnel se rassemblaient et n'attendaient que la Compétence pour s'organiser et prononcer la dissolution de l'assemblée usurpatrice; la faction pour empêcher cette opération chercha à fomenter une insurrection, on envoya à cet effet plusieurs émissaires de la Pointe-à-Pitre à la Basseterre, principalement ceux qui avaient été les auteurs de l'assassinat des Prisonniers de la Pointe-à-Pitre. Ils devaient corrompre les canoniers, les Marins et les hommes de couleur qui auraient voulu se joindre à eux, je me contenterai de copier ici le récit qui a été imprimé par ordre de la Municipalité de la Basse-terre, des circonstances de cette insurrection.

“ Depuis quelques jours la ville éprouvait de petites fermentations passagères. Le
 “ 10, de ce mois vers les 6 heures de l'après diner, quelques Marins se transporterent
 “ au parc de l'artillerie et excitèrent la compagnie des Canoniers indemnisés en les
 “ provoquant à aller égorger les prisonniers détenus au fort St. Charles, pour cause
 “ de sûreté.
 “ Sur les 7 heures du Soir, un événement inattendu et intéressant favorisa ce projet :
 “ des Français sortis des prisons de *St. Christophe* et envoyés par un parlementaire de
 “ l'île *St. Thomas* qui les avait accueillis, arriverent à la Basse-terre et se présentèrent
 “ au club qui les reçut avec transport et leur procura de suite quelques secours dont ils
 “ devaient avoir besoin; le récit qu'ils firent du mauvais traitement qu'essuyaient de la
 “ part des Emigrés les prisonniers Français dans les îles Anglaises, excita l'indignation,

“ quelques personnes envenimées par ce rapport fortirent de la salle et vinrent porter la
 “ chaleur de leur ressentiment au Parc d'artillerie ; là les têtes s'échauffèrent et bientôt
 “ il se forma des attroupemens auprès des fosses du fort.

“ Le Gouverneur instruit de ce mouvement donna aussitôt ordre de lever le
 “ pont-levis ; le Maire et *Albert*, le procureur de la Commune *Babut*, se transpor-
 “ terent à l'instant sur les lieux et n'étant pas parvenus à dissiper les attrou-
 “ pemens, ils requièrent le Gouverneur de mettre une forte patrouille de Dra-
 “ gons sur pied et de faire rentrer dans l'ordre les Canoniers qui étaient sous
 “ la discipline directe et immédiate. La patrouille fût aussitôt commandée et en
 “ activité.

“ Une heure après, la fermentation redoubla ; des Canoniers et des Marins
 “ allèrent au Gouvernement et voulurent forcer le Gouverneur de se rendre au
 “ fort et d'en faire ouvrir les portes. *Collet* s'y refusa avec courage, et malgré
 “ les menaces et les violences qui lui furent faites (et les poignards qui furent
 “ levés sur sa tête) ce ne fût qu'avec beaucoup de peines et sur la promesse que
 “ firent le Gouverneur & le Commissaire National de s'occuper des moyens de
 “ faire juger les prisonniers le lendemain matin, que l'on parvint à faire cesser
 “ ce mouvement qui se prolongea jusqu'à 11 heures de la nuit. Le Gouverneur
 “ et le Commissaire National inviterent le Maire à convoquer le Conseil Général
 “ de la Commune pour le lendemain, à quoi le Maire répondit que c'était son
 “ intention.

“ Le matin les mêmes personnes se réunirent de très bonne heure au Gouver-
 “ nement ; et demandèrent que le Conseil Général voulût s'assembler, elles entendaient
 “ que les prisonniers fussent jugés sur le champ et qu'on les leur livrât. Le
 “ Conseil Général de la Commune s'assembla, en même tems que le tribunal
 “ de District se rendait au Palais sur la Convocation du Commissaire National
 “ *Gerlain*.

“ Dans cette circonstance orageuse, le conseil général de la Commune se fortifia
 “ du concours des autorités constituées ; le tribunal du district, le juge de paix & ses
 “ assesseurs, le Gouverneur, l'ordonnateur et les commandants des Bataillons fu-
 “ rent appelés ; une foule pressait l'enceinte de la Municipalité tandis que le Parc d'ar-
 “ tillerie était également agité.

“ Les Autorités constituées se prononcèrent fortement sur la question du Jugement
 “ des prisonniers ; elles considérèrent que le délit dont ils étaient accusés, attaquant
 “ la Souveraineté Nationale, il n'appartenait qu'à elle ou à ceux qui seraient investis
 “ de ses pouvoirs de les juger ; qu'en attendant il fallait se borner à les tenir en lieu
 “ de sûreté ; que la Basse-terre avaient été le modèle du Patriotisme dans la Colonie,
 “ et qu'elle ne devait point se couvrir d'une tâche inéfacable, au moment peut-être,
 “ de recevoir le prix de sa bonne conduite des mains des représentans du peuple ;
 “ qu'enfin cet attentat exposerait sans doute nos frères prisonniers dans les Iles An-
 “ glaises à devenir les victimes de la fureur des Emigrés qui les tiennent à leur
 “ disposition, &c.

“ Le peuple était satisfait, tandis qu'au même moment l'orage augmentait
 “ dans le parc d'Artillerie. Déjà l'on trainait les canons qui devaient servir à
 “ abattre le pont-levis du fort *St. Charles*, tandis que les attroupemens se grossissaient

“ dans les fossés du fort ; au même instant , le Commandant d'artillerie *Felix*,
 “ avertit le Conseil Général , de ce mouvement en disant qu'il n'était plus mai-
 “ tre de ses Canoniers. Le Gouverneur, le procureur de la Commune, quel-
 “ ques officiers Municipaux et membres de la Commune, des Commandans de Bataillons
 “ et les Citoyens se rendent précipitamment dans le lieu principal du rassemble-
 “ ment ; on battit aux champs à leur arrivée, et le procureur de la Commune
 “ développa avec énergie la décision, et les motifs qui avaient dirigés la conduite
 “ des autorités constituées ; mais en vain ils prêchent le langage de la Loi pour
 “ éviter le crime ; en vain ils se divisent et se répandent dans les Groupes ; les
 “ esprits avaient été excités ; la voix du magistrat était méconnue. Les canons
 “ de campagne sortaient de l'enceinte du parc. *Collet* et *Babut* déterminés à se
 “ dévouer pour l'amour de la Loi, se jetterent à la bouche des canons, et cri-
 “ ent qu'ils ne passeront que sur leurs cadavres, tandis qu'une foule de Citoyens
 “ disputaient le passage des canons ; à cet obstacle invincible pour des Républi-
 “ cains, la fureur s'affaiblit et les canons rentrèrent aux cris de *Vive la Republi-*
 “ *que.*

“ Nous devons le plus grand éloge à la garde nationale &c. *nos braves Canoniers*
 “ *et Marins n'ont même été excités à ce mouvement que par des causes dont on espère de dé-é-*
 “ *ler les trames.* ”

je dois ajouter à cela qu'après que le calme fût rétabli, je fus fort étonné de voir entrer dans mon salon, le même homme qui la veille m'avait menacé deux fois de son poignard. Il me dit qu'il ne voulait pas retourner à la *Pointe-à-Pître* sans me faire ses excuses. Il faut que je vous le dise, (ajouta-t-il) j'avais promis de porter votre tête à la *Pointe-à-Pître*, ce sont des Coquins qui m'ont trompés, je vois que vous êtes un brave homme et je suis tout prêt à sacrifier ma vie pour vous.” En finissant ces paroles, il s'en fût, et je ne pus en savoir d'avantage sinon qu'il était Marin, et s'appellait *Gadet*.

Les enragés dans cette circonstance m'ont accusé d'avoir protégé des *Aristocrates* ; je réponds à ces buveurs de sang que ce n'était point des *Aristocrates* que je protégeais, puisqu'ils n'étaient point jugés, mais des hommes, des Citoyens qui étaient confiés à ma garde, sur les jours desquels la Loi seule avait le droit de prononcer ; que d'ailleurs en suivant la Révolution, c'est mon pays, c'est ma patrie que j'ai voulu servir, et non les passions et les fureurs : (servir un parti est à mes yeux le tribut de la lâcheté.)

Le vrai courage d'un fonctionnaire public dans des tems aussi difficiles, est de savoir résister à l'opinion du moment, surtout quand elle est injuste ou cruelle ; d'ailleurs qui peut ignorer que le plus ou moins de succès d'un homme en place dépend de l'esprit du tems et des circonstances. Sauver la vie à 42 pères de famille sous le règne de l'humanité m'eût valu une couronne civique, sous celui de *Roberfpierre*, la MORT.

DERNIER CRIME DE LA FACTION.

ARRIVÉE des ANGLAIS, ATTAQUE de la MARTINIQUE,

FUIITE des CHEFS de la FACTION.

TEL était l'Etat de la Colonie lorsque j'appris l'arrivée de la flotte *Anglaise* composée de 6 Vaisseaux de Ligne, 12 Frégates & 12000 hommes de débarquement, par le Capitaine Américain *Blaney*, et le Citoyen *Ferey* Capitaine Français, partis tous deux d'Angleterre, dans le même tems. J'en donnai avis par une circulaire à toute la Colonie, et la déclarai en état de Siège. J'adressai en conséquence des ordres au Commandant *La Folie*, afin qu'il eût à prendre de son côté les mêmes mesures tant à la Pointe-à-Pitre que dans la Grande-Terre; je ne doutais pas qu'un pareil événement ne fit cesser les discussions et ne ralliât tous les esprits contre l'ennemi commun, mais il en fut tout autrement. Le Comité qui depuis sa scission avec moi et avec la Basse-Terre, avait formé un Gouvernement séparé, reçut ces avis avec dérision, refusa de faire publier et afficher ma proclamation et menaça le Commandant *La Folie* de le faire arrêter s'il continuoît à repandre de pareilles nouvelles (Voyez sa lettre au No. 5)

Pour faire revenir le Comité de sa prévention (le croyant de bonne foi) je lui adressai le Capitaine *Ferrey* qui m'avait fait sa déclaration, et lui donnai ordre de faire sa déposition devant tous les membres du Comité. Mais au-lieu de l'écouter, on le chassa comme un imposteur, et il fut obligé de sortir de la ville pour n'être pas emprisonné. (Voyez sa déclaration No. 6)

Le 17 Février je reçus une lettre du Comité de sûreté générale de St. Pierre Martinique, qui m'informait de l'attaque de cette Colonie depuis le 14. J'envoyai copie de cette lettre au Comité de la Pointe-à-Pitre; *Verdelet* eut l'insolence d'écrire sur le dos de la lettre " Cette nouvelle est fautive ; c'est une nouvelle fabriquée par le Gouverneur." Cette réponse est déposée à la Municipalité de la Basse-terre.

Malgré cette obstination, je ne négligeai aucune précaution d'usage en pareil cas, prévoyant que le *General Rochambeau* devait être bloqué par mer et par terre, j'expédiai le Citoyen *Henry* sur un aviso, pour France, afin d'instruire le Comité du salut public de la situation des Isles du Vent; j'en expédiai un autre avec des *Duplicata* au Ministre de la République près les Etats-Unis. J'envoyai des hommes sages et qui paraissent avoir la Confiance du Comité à la Pointe-à-Pitre, pour éclairer le peuple sur ses dangers, et l'exhorter à rappeler les bons Citoyens et tous les officiers qui avaient été chassés. Pour établir plus de confiance et m'entourer de plus de Lumières, je formai un Conseil de guerre composé de deux membres de la Nouvelle Chambre administrative qui venait de s'organiser, du procureur de la Commune de la Basse-terre, et de plusieurs chefs militaires. Mais toutes ces mesures furent inutiles; les Citoyens que j'avais envoyé prêcher la réconciliation furent insultés; on continua d'employer la force armée (qui devait défendre la Pointe-à-Pitre) à faire des incursions dans les paroisses circonvoisines. Sous prétexte de se mettre en défense contre les campagnes on désarma

une partie des *Forts de fleur dépée* et de l'*Islet à Cochon*, dont on avait déjà depuis longtemps interrompus les travaux, et qui devaient défendre l'entrée de la rade; on força le Commandant *La Folie* de sortir de la Pointe-à-Pître pour n'avoir pas voulu obéir aveuglément aux ordres du Comité; on continua à proscrire les Republicains qui avaient si glorieusement combattu contre le *Pavillon blanc*, fait arborer celui de la République et qui ne voulurent pas trahir leur pays en épousant la querelle du Comité. On continua pas des écrits incendiaires à provoquer au meurtre les canonières et les marins contre moi. Dans un de ces libelles signé *Caussade & Maizières* on leur faisait même des reproches de ne m'avoir point encore assassiné; on arrêta et emprisonna un de mes Aides-de-Camp allant porter des ordres à la grande-terre.

Je savais que toutes ces vexations avaient infiniment aigri les habitants de toutes les classes et qu'ils n'aspiraient qu'à sortir à tel prix que ce fût de cet état d'anarchie; et que par conséquent je ne devais plus compter sur eux pour la défense de la Colonie; je pris donc la résolution de former un bataillon de chasseurs, pris parmi les hommes noirs; j'y avais toujours répugné d'après ce qui s'était passé à la Martinique. Cependant comme c'était ma dernière ressource, je m'y déterminai. Mais ce que j'avais prévu arriva et toutes les paroisses excepté celles de la Basse-Terre et des 3 rivières, s'y refusèrent, et ce qui n'étonnera sûrement personne, c'est que les plus forts opposants furent les *Terroristes*: j'ai leurs protestations signées individuellement au nombre de 25 de toutes les parties de la Colonie. *Guillermin* était même chargé contre moi d'un mémoire à ce sujet auprès de la Convention, lorsqu'il fût arrêté.

Cette opposition des paroisses fût causée que le bataillon ne pût jamais être porté au delà de 200 hommes de 500 qu'il devait être et que parmi les Africains que l'on m'avait envoyé, les uns par peur, les autres par politique étaient infirmes, ou avaient des ordres de leur maître de quitter leur fusil, au moment de l'attaque, et de se retirer sur leurs habitations respectives, *ce qu'ils exécutèrent ponctuellement*.

Le grand argument de ceux qui s'opposaient à la formation de ce bataillon était, que j'armais des esclaves tandis que les libres ne l'étaient pas. Je prouverai quand on voudra, que depuis le commencement de la révolution il a été délivré plus de deux fusils par tête, et qu'il y a des individus qui en ont eu jusqu'à 4 et 5; mais on en faisait commerce.

Enfin un bâtiment échappé de la rade de St-Pierre arrive à la Pointe-à-Pître, le peuple ouvre les yeux et se voyant trahi, force le Comité à faire déclarer cette partie de la Colonie en état de siège et à faire travailler aux ouvrages; alors les chefs se voyant découverts, et craignant sa juste vengeance, prennent la fuite; *Gaugry, Guillermin, Aubry et Gauthier* furent arrêtés le 22 Mars à l'islet *Fajou*, se sauvant sur un bâtiment Américain sous prétexte d'aller me dénoncer en France; remarquez qu'ils s'évadent le 22 et que le Fort de la Convention avait capitulé à la Martinique le 20.

Verdelet avait été arrêté quelques jours auparavant à Ste. Anne, se sauvant par la grande terre. *Caussade* et *Masséguin* partent dans un corsaire l'avant-veille de l'apparition des Anglais à la Guadeloupe, pour aller chercher, disaient-ils, des vivres au Continent Américain.

C'est ainsi que ces hommes après avoir entretenu le peuple dans une sécurité profonde, l'avoir jeté dans la plus affreuse confusion, désorganisé sa force armée, et paralysé tous les moyens de défense, l'abandonnent au moment du danger.

Répondez nous, vils satellites du Cabinet Britannique, malgré l'état où vous aviez réduit la colonie, avez-vous vu ceux à qui vous donniez l'épithète de *Modérés*, se sauver lâchement à l'approche de l'ennemi; attaqués par les Anglais, menacés d'être égorgés par les Noirs, ainsi que je le ferai voir, poursuivis par les poignards des assassins, ont-ils quitté leurs postes?

Comment nous expliquerez-vous, *Guillermine*, cette feuille de papier* trouvée dans votre porte feuille, dont les trois premières pages étaient en blanc et la quatrième couverte de 45 signatures des membres de l'assemblée usurpatrice; ce qui est constaté par le procès verbal de la municipalité de la *Baye Mahaut*.

Ou vous êtes des traîtres, ou au moins des scélérats, puisqu'au moyen de cette pièce infernale, vous pouviez vous rendre à l'armée anglaise et y passer un contrat de la vente de la colonie, ou bien dans l'autre supposition que vous vous fussiez rendu en France n'ayant que des calomnies à présenter, vous eussiez au besoin formé un corps de délits contre moi qui se serait trouvé revêtu des 45 signatures.

Je demande quel est le chef, le fonctionnaire public, quelque soit sa probité dont la vie et l'honneur eût pu échapper à de pareils hommes, et s'il ne faut pas être venu sous les tropiques pour y rencontrer de semblables caractères?

A T T A Q U E, S I E G E & C A P I T U L A T I O N

de la G U A D E L O U P E.

LES troupes de ligne, ou de nouvelle levée chargées de la défense de la colonie étaient composées, Sçavoir,

144 hommes du régiment de la Guadeloupe, bien armés et bien équipés.

120 du bataillon indemnifié bien armés, mais sans gibernes, habits, ni souliers, les magasins ayant été long tems épuisés de ces objets.

220 hommes du bataillon des chasseurs, nouvelle levée, pris parmi les Affricains, mal armés, point instruits, sans habits ni gibernes.

27 du régiment de Foréz au garnison à la Pointe-à-Pitre, et qui avaient méconnu mon autorité,

100 Canoniers marins Français, les seuls sur lesquels je pus compter, qui avaient fait l'armement de la Colonie, mais que la faction avait tellement travaillé, qu'ils étaient devenus à la fin méfians et insubordonnés; le surplus était des Napolitains, des Génois, Maltois &c.

Il est facile de concevoir d'après ce tableau et l'esprit qui régnait dans la Colonie, que je devais conserver peu d'espoir de la défendre avec quelque gloire contre des forces aussi supérieures que celles que les anglais avaient amenés d'Europe; je pris néanmoins toutes les précautions que la sagesse, & la prudence pouvaient me suggerer.

J'appris le 4, la prise du fort de la Convention à la *Martinique*, et l'attaque de *Ste. Lucie*, je donnai des ordres pour l'évacuation de la ville de la Basse-Terre; je fis en-

* La pièce originale a été portée en France par le CITOYEN ROYDOT, membre de l'assemblée administrative.

trer dans le Fort les 200 assassins des 3 rivières qui étaient restés malgré moi dans la ville et y commettaient journellement des Brigandages ; comme ils firent résistance et attaquèrent même le détachement envoyé pour cette expédition , on fut forcé de les y contraindre à coups de fusils et de les faire enfermer dans les Casemâtes , pendant le siège , à la demande des Citoyens.

Le 5 la force armée occupait les redoutes et les retranchements respectifs. Les chefs de bataillons et les Commandans des postes avaient reçu chacun leurs instructions particulières en cas d'attaque.

Le 7 il courût un bruit que les hommes de couleur avaient fait un complot d'égorger tous les blancs, ce qui acheva de jeter partout le d'écouragement ; j'en reçus moi-même l'avis (voyez la pièce N^o. 7.)

Le 8 se passa en dispositions particulières , et visites de postes &c.

Le 9 la flotte anglaise au nombre de 52 voiles fut signalée , partie au vent du Canal des Saintes , l'autre sous le vent.

Le 10 voyant que la majeure partie des forces ennemies se dirigeait vers la Grande Terre , je marchai avec 4 compagnies et les chasseurs aux 3 rivières ; je plaçais ces derniers au défilé du *Bananier* et les fis soutenir par deux compagnies de Garde Nationale , et les deux du régiment de la Guadeloupe ; à mon arrivée je vis le poste des Saintes entouré de voiles et rendu sans avoir tiré un seul coup de canon , quoiqu'il fût approvisionné en vivres pour 3 mois et qu'il eût 150 coups à tirer par pièce de canon ; ce poste était de la plus grande importance.

Après avoir établi tous les postes , fait occuper tous les défilés qui conduisent de la Capesterre aux 3 rivières et qui couvraient la gauche de ma position , j'y établis mon quartier général.

Le 11 ne recevant aucun renfort des paroisses , ni nouvelles de la Grande Terre , je me portai en avant avec quelques Dragons ; j'appris en route que le débarquement ~~était effectué~~ au *Gozier* pendant la nuit (des 3 rivières au *Gozier* il y a au moins 15 lieues) je fixai sur la rivière du *Bananier* toutes les grands gardes et leur indiquai leur retraite sur les différens postes des 3 rivières ; je visitai toutes les batteries principalement celle de la plaine qui dominait le défilé et croisait ses feux avec ceux du *Bananier*.

J'y plaçai 4 compagnies du bataillon des Chasseurs avec une partie de la force armée des 3 rivières,

Entre la Capesterre & Ste. Marie , je reçus à cinq heures et un quart du soir, une lettre du Commandant *La Folie* qui m'informait de l'attaque et de la prise du *Gozier* , et qu'aucune paroisse de la Grande Terre n'avait fait de mouvement. Je leur envoyai en conséquence l'ordre de marcher sur le champ et de se réunir sous les ordres du Commandant *La Folie* ; j'en fis de même pour les paroisses du Petit-Bourg , Baye Mahaut , Lamentain & Ste. Rose , et leur ordonnai d'occuper la Pointe-à-Bacus , le Léopard , la rivière du Coin , le passage de la rivière Salée , afin de conserver par là , la communication avec moi ; je donnai le commandement de ces différens postes à L'Adjudant Général *Duc* ; je chargeai un Dragon fort intelligent (*Cadet Céaux*) de porter les paquets.

Le 12, à 4 heures du matin je reçus à la Capesterre , réponse du Commandant *La Folie* datée de minuit , m'annonçant la reception de mes dépêches à 6 heures comme je faisais l'ordre pour faire avancer le bataillon des chasseurs afin de soutenir le passage.

de la rivière falée et du coin, les fuyards m'apprirent que *Fleur d'Epée* et *Pislet à cochon* étaient au pouvoir de l'ennemi ; j'appris qu'aucune des paroisses de la Grande-Terre n'avaient marché et qu'elles avaient fait chacune leur Capitulation particulière.

Je donnai ordre aux postes avancés d'arrêter les fuyards, et je les fis escorter jusqu'à la Basse-Terre avec ordre au Commandant de la place de les maintenir dans les redoutes ou dans le fort, afin qu'ils ne portassent point le désordre à la Basse-Terre.

Une lettre de l'Adjudant Général *Duc* m'annonce la réception de mes ordres, et m'informe que les paroisses que j'ai mis sous ses ordres ont refusé de marcher. * Cela ne m'étonna pas puisque quelques jours auparavant le *Lamentin* m'avait écrit, ainsi qu'aux autres autorités, cette phrase remarquable : *Ne cherchez pas à combattre, nous sommes déjà vaincus.*

Le 13 je reçus avis que l'Escadre Ennemie avait fait voile de la Pointe-à-Pitre, et se dirigeait sur la Basse-Terre, tandis qu'une Colonne qui avait débarqué au petit Bourg cheminait par terre et que toutes les paroisses à qui j'avais ordonné de marcher avaient au contraire envoyé des adresses de félicitation aux Généraux Anglais.

Le 14 au matin je fus informé que les fuyards de la Pointe-à-Pitre avaient fait une tentative pour massacrer les prisonniers qui étaient au fort ; voilà le caractère des lâches, ils fuyent devant des hommes armés et veulent égorger ceux qui sont sans défense. J'envois ordre au Commandant *Ducomet* de ne point souffrir une pareille infamie, et lui fais offre de deux Compagnies pour renforcer sa garnison au besoin, avec ordre d'incarcérer ceux qui veulent mettre le désordre.

Le 15 je rends compte de toutes mes opérations au Conseil de Guerre qui les approuve. J'apprends que toute l'infanterie de la paroisse des 3 rivières placée au *Bananier*, à l'ennemi, je la fais remplacer par le reste des Chasseurs ~~à pied~~ ~~à pied~~ ~~à pied~~ on me rends compte que les habitants de la plaine ont fait comme ceux des 3 rivières, et signé une Capitulation avec l'ennemi ; que les chasseurs commandés par *Louison* après avoir précipité les pièces de la batterie de la plaine brisé les affûts, ont pris la fuite dans les bois, sans même avoir vu l'ennemi. Je donne ordre sur le champ à la compagnie de *Roger* du régiment de la Guadeloupe, de remplacer ces lâches, et la fais soutenir par celle de *Pauzaire* du même régiment, et par celle de garde nationale commandée par *Ducomet aîné*.

Le 16, à la pointe du jour, je me rends avec deux Dragons pour rétablir l'ordre dans ce poste, j'y trouve qu'une partie de la troupe a encore pris la fuite, le Capitaine *Roger* et toute sa compagnie, à l'exception du Lieutenant François et 15 hommes avaient désertés et passé à l'ennemi.

Je me porte au delà du défilé avec quelques Dragons des 3 rivières qui m'avaient suivis pour reconnaître l'ennemi et tacher de joindre ces traitres. Mais les Dragons que j'avais envoyés à leur poursuite ne reviennent plus et me laissent seul avec le Secrétaire du Gouvernement et les Citoyens *Céaux* et *Maurice Duchateau*, les seuls qui ne m'ayent point quittés pendant tout le Siège.

* Je prie les Chefs de Corps dont les lettres seront publiées dans ce Mémoire, de croire que ce n'est pas dans l'intention de les accuser, mais bien de montrer comment la plupart d'entr'eux ont été abandonnés,

A mon retour des trois rivières on vint m'informer que le Commandant de la batterie de la Grande-Anse a fait culbuter les pièces et jetté les poudres à la mer et s'est retiré dans les bois avec une partie de sa troupe.

Voyant tous mes avant-postes évacués et les défilés abandonnés, mes flancs découverts et ne pouvant plus établir de confiance, je me déterminai à resserrer dans cette partie ma défensive qui avait dans le principe été calculé sur la force armée de la Colonie. Je cherchai en conséquence une position en arrière de la rivière du petit Carbet qui pût à la fois couvrir les derrières et le flanc gauche du Palmiste, pour cet effet je donnai ordre au Lieutenant François d'occuper la redoute *Darbaud* avec le reste de la Compagnie; je portai *Pauzaire* avec quelques chasseurs à la Caffeyère du *Querruy* en lui indiquant sa retraite sur *Thirus*. Je plaçai deux compagnies de chasseurs que j'avais ralliés, à *Mercier*, point intermédiaire entre *Duquerruy* et *Thirus*. *Ducomet* avec sa compagnie fût placé à *Thirus* en lui indiquant sa retraite lorsqu'il aurait été rejoint par *Pauzaire*, au Palmiste par *Dollé*; pour les deux Compagnies de chasseurs les hauteurs de *Belville*. Le reste des chasseurs qu'on avait pu ramasser fût placé à la Caffeyère *Brindeau* sous le feu de la batterie *Langlois* avec ordre de tirer dessus, s'ils bougeaient.

A la chute du jour ayant jugé par le mouvement de l'ennemi, qu'il allait faire un débarquement au Baillif pendant la nuit, pour former par la droite une seconde attaque, tandis que la Colonne qui cheminait par la gauche attaquerait en même tems la redoute *Darbaut*; j'en donnai avis au Commandant *Lorrain* chargé à la gauche de la défense des 3 rivières, et au Commandant *la Folie* chargé alors de toute la droite.

Plusieurs compagnies dans ces différentes dispositions me témoignèrent de la répugnance pour se défendre, m'alléguant pour raison que *quand même ils auroient le pouvoir de repousser les Anglais ils étaient sur d'être égorgés par les hommes de Couleur des l'instant que la Colonie serait laissée à elle même.*

Le 17 commença la déroute général, je reçus à la fois l'avis que *Pauzaire* et les chasseurs avaient abandonnés leur poste pendant la nuit.

Duval Commandant le Walkanard me rendit compte que la moitié de sa compagnie l'avait abandonné.

Ducomet aîné, capitaine de la Garde Nationale me fait son rapport que la moitié de sa compagnie l'a quitté et que l'autre refuse de se battre (voyez N^o. 8.) J'ordonnai à *Pauzaire* d'occuper les défilés du Walkanard et de renforcer *Duval*. J'envoye *Ducomet* au Palmiste où il y avait beaucoup de désordre.

Les Citoyens qui occupaient la redoute d'*Arbaud* et la batterie de *Laumay* qui la soutenait abandonnent leur poste et laissent le brave lieutenant *François* seul avec ses 15 hommes et quelques chasseurs de la compagnie d'*Ycard* dont le Capitaine avait passé à l'ennemi avec le mot d'ordre: la redoute et la batterie sont emportées.

A la droite les Commandans *La Folie* et *Fontelliau* m'informent qu'au débarquement de l'ennemi, les batteries de la *Madelaine*, *St. Dominique*, et l'avancé des *Irois* ont abandonné après avoir tiré quelques coups de canon, ainsi qu'une partie des compagnies de *Boulanger* et de *Vanosste*, ce qui a facilité la marche des Anglais qui gagnèrent les hauteurs et attaquèrent le Matouba. (Voyez No 9.)

Je me porte à la droite et trouve l'ennemi en possession du Matouba et des hauteurs qui commandent le Pont de Nozières ; les paroisses du Baillif et des vieux habitans chargés de la défense de ce poste sous le Commandement de l'Adjudant Général *Warrin*, ne s'y étant point rendus malgré mes ordres réitérés, et ceux qui leur ont été envoyés par les Commandans particuliers de la droite ; (Voyez la pièce No. 10) par cette position l'ennemi domine et prend à revers tous les ouvrages de la rivière des pères, tourne ma droite, ce qui m'oblige à prendre une autre position derrière le *Gallion*.

Le poste du *Morne-Houël* couvrant le flanc droit du *Palmiste* peut être seul conservé ; il est d'autant plus important que sa batterie inquiète beaucoup l'ennemi dans le Parc ; j'envoie ordre au Capitaine de ce poste de tenir ferme et le fais renforcer par une partie des troupes qui occupaient la rivière des pères ; le Commandant me réponds qu'il a reçu mes ordres et le renfort que je lui envoyais.

Je fais passer deux compagnies au fort *St. Charles*, elles refusent de s'y rendre et vont au *Palmiste*. Le reste de la force armée est placé dans les différens postes derrière le *Gallion*.

Je reçois pendant ce tems avis qu'il règne une grande fermentation au *Palmiste* et qu'on y craint une attaque de nuit ; je m'y rends. Je distribue les troupes arrivées de la rivière des pères et donne tous les ordres nécessaires pour la nuit.

A 8 heures du soir une incendie se manifeste dans la ville au bas du *Bourg*, j'envoie des ordres au Commandant du fort d'y porter du secours, et passe la nuit à cheval à visiter les postes et les grand-gardes.

Le 18 à la pointe du jour le Commandant du fort m'informe que le feu continue et qu'on l'a mis dans plusieurs endroits pendant la nuit, qu'il a fait arrêter et fusiller les incendiaires et les pillards qui se sont trouvés dans la ville.

Duval me fait part que *Pauzaire* à encore quitté son poste à *Walkanard*, et s'est retiré dans les montagnes. (Voyez No. 11)

Je rends compte à la force armée dans l'ordre du jour, des événemens de la veille et de mes nouvelles dispositions et ne trouve pas de contradicteurs.

A deux heures après midi je reçois une sommation du Général Anglais de lui remettre le fort *St. Charles*, le *Houëlmont* et le *Palmiste* et dépendances. &c.

Conformément à la loi, je rassemble toutes les Autorités et fais ma réponse en conséquence.

A 4 heures le Conseil d'administration, celui de la Commune de la Basse-Terre, l'Ordonnateur & le Maire des 3 rivières étaient réunis pour délibérer. Les Autorités décident que je donnerai mon opinion avant que la discussion soit ouverte ; (Voyez à la tête de la Délibération No. 12.) Dans le même instant une lettre de *Ducomet* Commandant du fort *St. Charles* m'informe de l'insurrection de la garnison, de la désertion de la plupart des Citoyens ; je communique la pièce aux pouvoirs constitués. (Voyez No. 13)

Pendant que les Autorités délibèrent je m'occupe à réparer le désordre qui a eu lieu au *Walkanard* ; je donne ordre de faire une coupure et un abattis en avant du défilé et de placer derrière deux pièces de canon de campagne. Je

reçois une lettre de la *Pointe Noire* qui m'apprend que toute la force armée a abandonné et s'est retirée dans les bois. (Voyez No 14.)

Les Autorités me font part de leur délibération signée individuellement dans la qu'elle chacun a émis son opinion dont le résultat unanime est pour la Capitulation. (Voyez la pièce No. 12.)

Je réponds que quelque soit la position où je me trouve, une délibération ne suffit pas pour ma responsabilité, qu'il me faut une réquisition formelle, que telle est la Loi, et que je serai plutôt emporté l'épée à la main, que de ne point m'y conformer.

Je passe la nuit à rétablir l'ordre dans différens postes qui s'étaient fusillés entre eux.

Le 19 pendant la nuit, l'incendie de la ville qui avait cessé, se renouvelle avec plus de fureur, et jette tous les habitans dans le désespoir, les *Modérés* en accusent les *Terroristes*, les *Terroristes* à leur tour m'en accusent moi même, (je réponds à cela par la pièce ci-jointe No. 15.)

Tout le monde veut quitter son poste et préfère se rendre à l'ennemi plutôt que de voir consumer sa propriété; pour éviter un plus grand désordre je me rends à 8 heures du matin à la Basse-Terre, avec deux compagnies, afin de tâcher d'arrêter les progrès de l'incendie et voir en même tems l'état du fort *St. Charles*; je préviens les Autorités de mes dispositions, elles les approuvent. Après avoir établi une chaîne et des pompes, je laisse le Commandement au plus ancien Capitaine et me rends au fort que je trouve dans l'état le plus déplorable, la garnison était réduite à 100 hommes ayant peine à contenir les Nègres assassins qui avaient déjà fait plusieurs tentatives pour sortir, le Commandant avait été menacé d'être assassiné s'il ne capitulait pas.

J'écris aux Autorités Constitues pour les informer que toutes les horreurs de l'Anarchie sont à leur comble, et que j'attends leur résolution.

A dix heures du matin je reçois la réquisition formelle des Autorités Constituées de capituler. (Voyez No. 16.) J'en donne lecture ainsi que de la délibération de la veille à la Garnison qui en conséquence tient un Conseil de guerre. A midi je reçois le résultat de sa délibération signée individuellement (Voyez No. 17)

J'envois copie du tout à la garnison du Palmiste. J'écris au Général Anglais et lui demande 1°. Suspension de 48 heures. 2°. Nomination de Commissaires pour rédiger les Articles. Charlemagne mon Aide de Camp est chargé de porter cette lettre. A six heures du soir, je reçois à la fois deux réquisitions, l'une des Autorités, de remonter au Palmiste, l'autre de la Municipalité de pourvoir à la sûreté de la ville (Voyez les pièces No 18, et 19) mais la garnison du fort me déclare que je ne sortirai pas.

A onze heures Charlemagne me rapporte mon paquet et me dit qu'il n'a pu passer les postes avancés; je fais partir un Dragon à sa place. Grey ne recevant pas de réponse attaque pendant la nuit le Palmiste et le morne *Houël*, et emporte l'une et l'autre.

Le 20, à 8 heures du matin je reçois un Parlementaire de l'Amiral *Jarvis*, le Capitaine *Harvey*, au quel je remets les propositions suivantes.

1°. Conservation des propriétés et faculté d'en disposer.

2°. Le droit aux Citoyens de rester dans la Colonie, ou de se retirer où bon leur semblera avec fourniture de passage.

3°. Les mêmes honneurs que ceux accordés au fort de la Convention.

4°. Recommandation des malheureux incendiés.

Je fais accompagner le Capitaine *Harvey* par le Secrétaire du Gouvernement, qui a ordre de me rapporter une réponse positive; mais il est retenu jusqu'au lendemain à bord d'une Frégate (à dix heures.) Je reçois une lettre de la Municipalité qui me témoigne ses inquiétudes et m'engage à lui faire part du succès de mes négociations. (Voyez No. 20.) J'en reçois une autre des chefs de bataillons. [Voyez No. 21.] Une de *Capello* à *Verdon* demandant des instructions. Une de *Babut* du *Houël-mont* qui annonce qu'il ne reste plus que 5 ou 6 hommes [Voyez No. 22.]

Je reçois un arrêté des Autorités Constituées qui autorise le Commandant du fort à mettre en liberté les prisonniers détenus pour délits politiques. Je le lui envoie, et il m'en accuse réception.

Le soir, je reçois la réponse du Général *Grey* à ma première lettre: elle m'est apportée par le Colonel *Syms* qui me somme de me rendre à discrétion moi et ma garnison. (Voyez No. 23.)

Je réponds au porteur que moi et la garnison sommes déterminés à faire plutôt sauter le fort, le Citoyen *Ducomet* et le Colonel *Armand* appuient ma résolution.*

Enfin à 6 heures du soir, je reçois une réponse définitive des Généraux Anglais, qui m'offrent la même Capitulation que celle du Fort de la Convention, et je l'accepte. (Voyez No. 24.)

Mentor et *Bellameau* l'un & l'autre capitaines de chasseurs me disent qu'il leur reste à l'un 20 hommes, à l'autre 12 de leurs compagnies; que le reste s'est sauvé (voyez No. 25, et 26.)

Pauzair m'écrit pour se justifier d'avoir quitté son poste, et accuse les canoniers & la compagnie *Duval* de l'avoir quitté avant lui (voyez No. 27.)

Le Commandant du poste *Houël* me fait son rapport qu'il a été abandonné par sa troupe au moment de l'attaque. (voyez No. 28.)

Je reçois aussi le rapport du Commandant des batteries *Pilate* et *St. Nicolas* qui a été pareillement abandonné. (voyez No. 29.)

Le 21, le poste *Houël-mont* étant compris dans la Capitulation, j'envoie des ordres pour qu'il se rende au fort pour en sortir avec la garnison et jouir des honneurs de la guerre qui lui ont été accordés.

On m'instruit que je dois être embarqué le 24, j'écris au Général *Grey* pour lui exposer la nécessité que je reste au moins 15 jours en ville avec mon Secrétaire pour y terminer des affaires d'administration, et régler les comptes des officiers.

Je reçois la réponse du Général *Grey* qui m'accorde ma demande, me promet les articles rédigés de la Capitulation pour le lendemain à onze heures et me fait prier de me rendre de bonne heure au gouvernement, pour conférer sur différentes formalités.

* Je dois beaucoup à la fermeté et au courage qu'ont montré dans cette occasion ces officiers qui, n'ont pas peu contribué à sauver avec moi l'honneur national.

Le 22 à 6 heures je me rends au Gouvernement ; j'y règle avec le Major-Général *Dundas* la formalité de la sortie de la garnison du Fort, et je donne les ordres en conséquence au Commandant *La Folie* ; je me rends de là à bord de l'Amiral où les Généraux étaient réunis pour y faire signer les articles de la Capitulation ; pendant ce tems la sortie de la garnison s'effectue ainsi que son embarquement.

A mon retour en ville, je suis informé que tandis que les troupes défilaient on avait pillé dans le fort une partie de mes effets et ceux de toute la garnison ; je fais des réclamations, mais elles sont infructueuses.

Le 23 je continue à m'occuper des réclamations des prisonniers, tant pour leur faire restituer leurs effets que sur le mauvais traitement qu'ils éprouvent, mais la Colonie était déjà entre les mains des Emigrés Français, et au lieu de m'écouter en faveur des malheureux, ces Emigrés sollicitent mon départ et je reçois l'ordre de me tenir prêt pour le lendemain, malgré la promesse par écrit des Généraux d'avoir 15 jours pour régler les affaires de l'administration.

Le 24 je monte au Palmiste à la pointe du jour, j'y trouvai l'ordonnateur à qui j'enjoignis de régler les comptes des officiers dans le plus bref délai. Enfin à 8 heures du soir je fus embarqué sans avoir pu terminer mes affaires ni celles des autres.

Cette conduite dont le récit n'est autre chose que l'extrait du journal du siège écrit de la main du Citoyen *Gerlain* Secrétaire du Gouvernement, n'a pu me mettre à l'abri de toutes les accusations dont je n'ai pas plus que tout autre fonctionnaire public, le droit d'être exempt.

Hugues n'a pas manqué de m'accuser de trahison, d'avoir livré la Colonie &c. * comme si l'on trouvait à vendre des hommes qui se sont donnés volontairement, c'est ainsi que cet homme odieux, jouissant de mes peines, de mes travaux, regorgant du sang que j'avais épargné, et des richesses que j'avais conservées à la Métropole, ne pouvant assassiner les hommes cherche du moins à assassiner leurs réputations.

En effet, comment se fait-il que pendant tout le tems de la durée du siège, il n'ait pas édicté un seul mot contre la conduite du Gouverneur soit dans les délibérations ou réquisitions des autorités civiles et militaires et que ce n'est qu'après l'arrivée de *Hugues*, que ceux même qui avaient de leur main rédigé les délibérations, signé les réquisitions, pressé le plus pour faire rendre la Colonie, ayent été les premiers à m'accuser de trahison, en ajoutant à leurs délations une invocation à la Divinité du jour ?

Cela s'explique facilement ; les Lâches et les Coquins oublient ordinairement ce qu'ils, ont dit, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont écrit au moment du danger, et pour en sortir tout leur convient. Ces fourbes qui ont pris le titre de patriotes exclusifs, ne connaissent d'autre gouvernement que celui qui à momentanément la faveur populaire, soit qu'il la mérite par des vertus, ou qu'il l'ait obtenue par des crimes, et ils invoqueraient la *Peste*, si la *Peste* pouvait gouverner ; mais laissons ces Calomniateurs.

* J'avais à la Guadeloupe depuis le mois de Septembre 1793 des sucres qui m'avaient été donnés en échange d'une traite tirée par les administrateurs sur les Etats-unis, et que j'avais accepté pour une partie de la somme de mes émolumens qui m'était due, un Négociant qui en était chargé n'ayant pu les vendre avant mon départ, je le priai de me les adresser à la Nouvelle Angleterre pendant le séjour que je devais y faire ; *Hugues* n'a pas manqué de dire que c'était là le prix fixé pour la livraison de la Colonie. Mais les gens sensés croiront difficilement qu'un homme qui aurait été assez lâche pour vendre son pays, eût été assez bête de se faire pour du sucre, tandis qu'il est si aisé d'emporter de l'or ou des lettres de change.

Qu'ils prennent le masque du Royalisme ou celui de Jacobins, ils ne cesseront jamais d'être l'opprobre de leur patrie.

J'avoue franchement que le plan de défense que j'avais conçu (que j'expliquerai lorsqu'on traitera cette grande affaire, à des hommes faits pour m'entendre) était trop étendu pour les troupes que j'avais, mais aussi j'avais compté dans le principe, sur la grande majorité de la Colonie, et je n'avais pu supposer qu'il se passerait des années sans que la France eût envoyé un seul homme dans toutes les Antilles.

CAUSE DE LA DEFECTION, ET PERTE DE LA COLONIE.

LES malheurs de la Guadeloupe ne peuvent être attribués qu'à l'abandon que la France a fait de ses Colonies; je n'en accuserai point (comme l'ont fait les *Terroristes*) quelques chefs ou particuliers, je dirai avec courage, que c'est le Gouvernement d'alors qui est coupable. C'est de cet abandon de la Métropole pendant 18 mois, que sont découlés tous les maux qui ont désolé les Antilles; c'est cet abandon si souvent proclamé sous le Gouvernement de *Robespierre*, ce mépris qu'on exprimait sans cesse surtout ce qui était Colonies, cette persécution contre ce qui portait le nom de Commerce & d'Industrie, qui annonçaient assez évidemment qu'on voulait l'anéantissement de ce précieux ressort de tout Gouvernement. On ne voulait pas tuer les Colonies brusquement par un Décret, dans la crainte d'éclairer le peuple sur ses véritables intérêts, mais elles furent condamnées à une mort mille fois plus cruelle, en les laissant en proie aux factieux et aux *Terroristes*. Ces fameux conspirateurs étaient bien surs par cette marche, d'avilir les pouvoirs en les laissant sans forces et sans moyens, d'introduire par là l'Anarchie, afin de réduire au désespoir les meilleurs Citoyens, et les forcer ainsi par une guerre civile à se jeter dans les bras du premier Tyran qui ne manque jamais d'offrir sa protection et finit toujours par usurper; c'est ce qui arriva.

Tous les habitans sans distinction d'opinions ne se voyant ni protégés, ni défendus contre l'ennemi du dedans et du dehors, n'ayant aucun débouché pour leurs productions, mourant de faim au milieu des richesses, se voyant sans cesse pillés & égorgés par des scélérats, au nom de la République; ne pouvaient naturellement que désirer un autre ordre de chose, et ces mêmes hommes qui six mois auparavant eussent tout sacrifié et combattu pour la Métropole, me déclarèrent franchement que puisque la France avait renoncé à ses Colonies, ils préféreraient de passer sous une Domination quelconque, que de devenir les victimes des *Terroristes*, ou les esclaves des *Noirs*.

Les hommes n'ont qu'une portion de force, de patience, & de vertu, et à moins d'avoir un peuple de dieux, comment pouvait-on exiger de plus longs sa-

crifices de la part de ceux qui n'avaient cessé de demander des loix pour s'y soumettre, et des secours contre les méchants ; l'amour pour une patrie ne s'inspire point à volonté, il naît, croît, et se fortifie par les liens, par les rapports qu'on a avec elle et par le bien qu'on en reçoit.

Ce qui fera à jamais l'éloge des vrais patriotes de la Guadeloupe, c'est que pendant tout le tems que j'ai administré cette Colonie, elle n'a été pour ainsi dire, conduite que par instinct et cela dans un tems où les partis et les opinions se combattaient tellement que le principe établi la veille, vous perdait souvent le lendemain ; tel est l'empire de la justice et de la raison qu'en les prenant pour guides, elles ne vous égarent jamais.

Ce qui confirma plus que jamais la Colonie dans cette idée, que la France l'avait totalement abandonnée, ce fût le retour d'un bateau que j'avais adressé au Conseil Exécutif, et qu'on me ré-expédia quoique pourri et coulant bas d'eau, sans que le Gouvernement ait seulement daigné expédier une Corvette avec quelques recrues, fusils, ou autres munition de guerre dont j'avais un si pressant besoin. Certes, la France ne pouvait ignorer alors l'état dans lequel se trouvaient les Isles du vent ; car après en avoir fait le plus touchant détail au Ministre, je finissais ma lettre par lui déclarer que voyant ma personne & ma réputation sacrifiées, je me déchargeais de toute responsabilité, si de cette époque au mois d'Octobre, je ne recevais des secours quelconques, étant fermement résolu de me rendre en France pour y servir ma patrie partout ailleurs que dans un pays où je ne pouvais plus faire aucun bien.

Le Ministre me répondit dans la seule lettre officielle que j'aye reçue, *maintenez l'édifice que vous avez si glorieusement élevé &c.*

Toutes les fautes commises dans la Guadeloupe depuis la Révolution ne doivent être attribuées qu'à l'extrême bonté des habitans et à leur amour pour la paix ; vertu dont les intriguans se sont prévalus pour manier les esprits suivant leurs caprices ou leurs intérêts.

Je ne crains pas de le dire, jamais portion du peuple français n'a plus mérité l'intérêt et l'indulgence de la Convention, parcequ'on n'a jamais plus souffert pour avoir voulu être fidèle à son pays et aux vrais principes. Froissés par tous les partis, incendiés et pillés par les *Terroristes*, volés, dépouillés et déportés par les Emigrés ; enfin proscrits et égorgés par *Hugues*, il a fallu si je puis m'exprimer ainsi, être doublement vertueux pour être patriote sous les tropiques.

Citoyens Représentans, ressuscitez cette belle Colonie, jetez un regard de pitié sur ces malheureux habitans, qui sont encore sous le règne du plus affreux terrorisme ; arrêtez ces flots de sang prêts à teindre vos rivages, ne souffrez pas plus long tems que cet agent de *Robespierre*, uni à cette faction qui vient dans ce moment d'assassiner la représentation nationale, dépeuple et dévaste ces belles contrées ; faites vous rendre un compte exact de tous les forfaits, les cruautés, les rapines et les outrages faits à l'innocence et à la vertu ; rappelez une foule de Citoyens vertueux qui malgré leur misère profonde ne cesse de faire des vœux pour leur patrie ; ordonnez qu'il soit fait une distinction entre ces malheureuses victimes, qui au moment du Décret de la Liberté générale rendu et publié sans précaution, sans instruction préliminaire, avec une cruauté de tigre, compromettant par-là l'existan-

ce de tous les blancs, n'ont pris les armes dans le principe que pour sauver leurs vies, celle de leurs femmes et de leurs enfans; d'autres forcés par les bayonnetes de nos ennemis, ont rempli quelques fonctions civiles sous le Gouvernement Anglais; d'autres fuyant le poignard des *Terroristes* se sont réfugiés dans les Isles Anglaïses, dont ils n'ont plus osé sortir dans la crainte de tomber entre les mains du Tiran; la plupart sont les mêmes qui ont combattu contre le Pavillon Blanc, défendu avec moi les droits de la Métropole contre les usurpateurs, soutenu de leurs vies et de leurs fortunes la Colonie lorsqu'elle était abandonnée à elle-même. De pareils hommes ne peuvent être de mauvais Citoyens; tout leur crime est dans la foiblesse de leur caractère; il serait injuste et cruel de les confondre avec ces hommes, qui non contents d'avoir pris les armes contre leur patrie par opinion, ont dirigé et conduit l'ennemi sur le territoire de la République, donné l'exemple du vol, du pillage et des cruautés contre leurs concitoyens; ceux là ne sont plus Français.

Et toi *Hugues*, dont tout le talent consiste à dépeupler la terre, qui pousse l'audace jusqu'à t'en déclarer l'*Admiration*, dis-moi que reviendra t'il à la France de ton affreux système qui sert si bien nos ennemis? quelle ressource trouvera à la paix le commerce de la Métropole dans ce vaste désert; si j'avais suivi tes principes sanguinaires, qu'auraient trouvé les Français à leur arrivée? *Tambeaux*, *Cendres*, et *Décombres*! plus de blancs excepté quelques vils esclaves altérés de sang et attirés par l'appât du pillage, ou quelques malheureux retenus par la terreur; plus de commerce, plus d'agriculture, plus d'instrumens aratoires. Les meilleurs Citoyens *chassés*, *ruinés* ou *morts*. Hélas! la France a reconnu trop tard cette grande vérité " *que ce n'est point avec du sang qu'on fertilise les terres, qu'on alimente le commerce et qu'on fait fleurir les arts.* (Discours de Pelet.)

Lorsque la Colonie fût prise après mon administration, il y avait malgré tous les efforts des factieux, pour plus de 50 millions de denrées manufacturées; pas un individu n'avait été opprimé par le Gouvernement, pas une exaction n'avait été tolérée, pas un Citoyen n'avait été déporté et jamais la vraie liberté n'avait plus réellement existé dans la Colonie, puisqu'il n'y avait que moi d'esclave; le commerce y eût trouvé à la paix des ressources immenses, si les émigrés ne s'étaient concertés avec toi et les *Terroristes* pour la dévalser et la détruire.

Tu te targues d'avoir dans toutes tes opérations l'approbation de la Convention; j'en doute, d'après les vertus qui l'animent aujourd'hui; tu la crois encore apparemment tyrannisée par ces hommes de sang qui sous le masque de la philosophie, détruisaient et sapient tous les principes qui pouvaient seuls assurer la félicité publique; prêchaient également le pillage et le meurtre, afin de détruire tout ce qui montrait du courage et du talent, et régner ainsi sur la crédulité des fots. Mais apprends de moi, & frémis, que ce tems de fanatisme & d'imbécilité n'est plus; que le règne de la justice et de la raison a pris la place de la rage et de la fureur; que c'est à ce tribunal que je t'attends; là, je ferai connaître tout ce que j'ai fait et voulu faire pour le bien de l'hu-

manité, qui sera mis en parallèle avec tes immoralités, tes forfaits et tes actes de tyrannie; je n'aurai pas de peine à persuader que tous mes torts résident seulement dans les tems & les circonstances qui m'ont placé dans cet intervalle si délicat qui sépare la chute de l'ancien gouvernement d'avec la naissance d'un nouveau, j'y ferai écouté, parcequ'on me saura gré du mal que je n'ai pas fait, et que je ne demanderai pour toute récompense de mes peines et de mes sacrifices, que l'indulgence de la Convention pour les malheureux, et pour moi, le droit de vivre *libre et ignoré*.

Si les mœurs sont et doivent être relatives au Gouvernement; que dans une République par exemple, l'Economie, l'Humanité, la Justice et la Tolérance doivent dominer; dans laquelle les dépositaires de l'autorité ont tant d'influence sur le peuple, parceque la puissance de la loi dépend presque entièrement de leur sagesse et de leur vertu; quel nom donnerons nous aux principes qui gouvernent aujourd'hui la Guadeloupe, où le prix de la vertu est devenu celui du brigandage, l'homme vil accrédité, les sentimens d'honneurs avilis, la puissance devenue la mère de l'injustice et des cruautés, et enfin où tous les ressorts du Gouvernement consistent dans ces deux mots, *Obéis* ou la *Mort*. Certes une pareille administration ne peut être que le résultat de la profonde dépravation de notre Siècle, dans lequel on ne croit plus ni à l'Honneur ni à la probité, et donne par là à un scélérat le droit de tout faire et de tout entreprendre. Voilà comme les hommes passent leur vie à être sans cesse balotté, en établissant leur bonheur futur sur cet Océan sans borne *des vices et des passions humaines*.

MON ARRESTATION DANS LES ETATS-UNIS DE L'AMERIQUE POUR FAIT DE MON ADMINISTRATION.

LA persécution m'attendait encore dans Les Etats-Unis d'Amerique, où je m'étais rendu pour attendre mon échange, et la fin du règne de la terreur; à mon arrivée à Philadelphie je me rends près le Ministre de la République pour lui rendre compte des événemens qui étaient survenus dans les Isles du vent. Mais comme j'avais été devancé par les deux déferteurs dont j'ai fait mention dans les cours de ce mémoire, qu'ils avaient été approuvés et fort bien payés pour leur lâcheté et leur calomnie, que d'ailleurs je ne portais point la livrée de *Robespierre*; mes mains n'étant point teintes du sang de mes concitoyens, on me proclama dans toute la légation comme un mauvais patriote, et par conséquent je fus mal reçu.

Le lendemain de mon arrivée, sans en avoir été prévenu, je suis arrêté en pleine rue, devant la porte du Ministre de la Guerre, pour une somme de huit-cent guinées, sur la réclamation d'un Capitaine *Waters*, au sujet de la confiscation faite par les administrateurs de la Guadeloupe d'un bâtiment appartenant à Mr. *Stephen Gerard* Français-Américain, qui paraît n'avoir mis en jeu que son capitaine.

Je fis part de suite de cette affaire aussi indécente que ridicule, au Ministre de France, ne devant compte de mon administration qu'à la République Française et non à un tribunal étranger.

Le motifs qui avaient déterminé cette confiscation étaient des plus puissants. On avait trouvé à bord un faux-conduit ou *passéport Anglais*, portant permission de naviguer sous l'autorité du Gouvernement *Anglais*, avec injonction aux vaisseaux & corsaires de ne pas l'inquiéter &c. Une pétition signée par *Decourneau* pour *Waters* capitaine du Brig, prouve qu'il a été fait de bon gré par ce capitaine des fournitures aux camps et hôpitaux Anglais; la déclaration de ce même *Decourneau* démontre que les premières barriques de vin ont servi aux rafraichissemens des troupes qui ont été de *Jérémie* assiéger et prendre le *Mole St. Nicolas*. Les Administrateurs néanmoins avant de confisquer le bâtiment au profit des capteurs, ont encore pris la précaution sage de faire donner bonne et valable caution, afin d'assurer la propriété du prétendu Américain dans le cas où la Convention n'eût pas approuvé leur jugement.

Malgré ces éclaircissemens, le Ministre ainsi que ses agens improuverent notre jugement, en ajoutant cependant que si je voulais sur le champ partir pour *France* il voudrait bien me servir de caution: c'était le 11 *Thermidor*, [29 Juin 1794.] sous le règne affreux de *Robespierre*.

Ne pouvant pour la dignité de la République voir cette affaire avec la légèreté du Ministre; je pris la résolution de la traiter avec lui par écrit; en conséquence je lui adressai la lettre ci-jointe (No. 30.)

Il me répondit alors, en me répétant qu'il ne pouvait se charger de cette affaire qu'autant que je partais pour *France*, et m'envoya la copie de la lettre du procureur des Etats-Unis (Voyez No. 31.)

Je lui fis la réponse qu'on verra au No. 32.

Sans m'arrêter à la conduite qu'à tenue envers moi le Citoyen *Fauchet*, comme homme privé, qui n'a été ni généreuse, ni spirituelle, en voulant me placer entre la *Mort* ou la *Misère*, je dirai simplement qu'en sa qualité de Ministre de la République, il me semble qu'il n'a pas fait son devoir.

1°. Parcequ'il ne s'agissait pas en ce cas de me cautionner, mais de se mettre en mon lieu et place, en traduisant lui même le Capitaine *Waters* devant les Tribunaux pour faire prononcer que la saisie du navire étant un acte officiel en vertu de mes pouvoirs comme Gouverneur, le demandeur devait être renvoyé de ses prétentions; il aurait évité par là que je fusse mis en *Cause*.

2°. Il devait aussi éclairer le procureur général, ou qui de droit, sur les pouvoirs des Gouverneurs Français, qui réunissaient alors non seulement la partie militaire et administrative, mais encore une portion du Civil.

3°. Par conséquent, il ne devait jamais souffrir que le procureur général établisse en principe, qu'un fonctionnaire public de la République Française n'était pas plus exempt que tout particulier quand à sa *traductibilité*, devant les Tribunaux Américains pour fait de son administration, (Voyez No. 31.) principe qui me parait faux dans tous ses points contre lequel le Ministre *Fauchet* auroit dû protester, comme attentatoire au droits des nations et au respect dû à un grand peuple et à un Allié. Le Ministre avait d'autant plus beau jeu, que le Procureur Général ne pouvait être supposé agir par ignorance, puisqu'il reconnoit en tête de sa lettre que c'est du Gouverneur de la Guadeloupe dont il est question.

Il est difficile de voir plus de faiblesse et de manque de lumières que dans cette conduite, puisqu'en tolérant de semblables raisonnemens on détient, arrête et imprisonne un fonctionnaire public, dont les momens, les services & la vie même appartiennent à son pays.

Il est si évident que pendant son Ministère, le Citoyen *Fauchet* ne voulait que servir son parti & non pas la République, c'est que malgré sa lettre en date du 16 Thermidor (voyez No. 33.) où il m'annonce que dès qu'il connaîtra mon avocat, le consul général se concertera avec lui &c. Aucun de ses Agents n'a fait la plus légère démarche pour arrêter ou terminer cette affaire qui dure depuis un an, quoique je lui ai fait connaître mon défenseur (voyez No. 34.) C'est ainsi que les Français ont communément si peu de considération dans les pays étrangers, principalement dans celui-ci, dont l'inimitié du Gouvernement n'est plus un problème, par le peu de dignité et de fermeté de la plupart de leurs Ambassadeurs ou Ministres.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette affaire, c'est d'y voir figurer deux Français excellens Patriotes, le Sieur *Stephen Girard*, armateur & agent de *Hugues*, et *Duponceau* homme de loi qui s'est chargé de cette cause, tandis que *Mr. Lewis*, Américain pris la défense des intérêts de la République.

Je remercie au surplus le Ministre *Fauchet*, de m'avoir laissé cette affaire sur les bras et son devoir à remplir; il peut être sûr que je ne quitterai ce continent qu'autant que j'aurai obtenu la justice et la satisfaction que j'ai droit de réclamer au nom de mon pays.

L'injustice a dans toutes les climats, chez tous les peuples, un terme qu'elle ne peut jamais franchir, malgré les efforts des méchans. Heureusement aussi aveugle dans ses haines que dans ses vengeances, elle finit toujours par se trahir, et le peuple qu'elle a long-tems fait gémir, l'immole tôt ou tard à sa juste fureur.

V. COLLOT.

Nota. J'aurai occasion incessamment de faire connaître ma correspondance ministérielle relative à ma nomination au Gouvernement de St. Domingue, ainsi que les motifs qui ont déterminé mon refus. *L'on peut avoir une opinion, mais avant tout, il faut être honnête homme.*

the first of these is the fact that the
the second is the fact that the

the third is the fact that the

the fourth is the fact that the

the fifth is the fact that the

the sixth is the fact that the

the seventh is the fact that the

the eighth is the fact that the

the ninth is the fact that the

the tenth is the fact that the

the eleventh is the fact that the

the twelfth is the fact that the

the thirteenth is the fact that the

the fourteenth is the fact that the

the fifteenth is the fact that the



PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N^o. I.

Extrait de la lettre du Citoyen *La Crosse*, à la Commission générale & extraordinaire.

Citoyen Président,

{ BASSE-TERRE le 18. Mars 1793, l'an
2^{ème}. de la République Française.

JAMAIS la Colonie ne s'est trouvée dans une position plus critique, &c. vous le savez, sur les nouvelles d'une guerre prochaine, je vous ai représenté mon *incapacité* pour le commandement des troupes, &c. Signé,
Le Gouverneur des îles Guadeloupes et dépendances, LA CROSSE.

N^o. II.

Extrait de la lettre du Ministre de la Marine à l'administration de S^{te}. Lucie.

PARIS, le 2 Février 1793, l'an 2^{ème}. de la République Française.

JE trahirois mon-devoir si je vous cachais que dans le moment actuel, la République ne peut envoyer des secours aux îles du vent. Elle ne saurait trop ménager ses moyens et ses ressources. Vous aurez recours au Ministre de la République auprès des Etats Unis. Il est chargé d'y pourvoir. Signé, MONGE.

N^o. III.

Extrait de la lettre du Citoyen *Kermené* au Citoyen *Sérane*.

Citoyen,

{ Ste. Lucie le 12 Décembre 1793,
l'an 2^{ème}. de la Rép. Fr.

J'AI sçu par une lettre des citoyens *Aubrée* et *Sabathier* ce qui se passait à la Guadeloupe. C'est l'histoire de ce qui s'est passé à la Martinique et à Ste. Lucie, et nous en sommes dans toutes les îles françaises à peu près au même point; partout les patriotes sont forcés de faire face à trois chefs qui, au lieu de nous soutenir sont coalisés évidemment avec l'aristocratie, &c.

Cette importante affaire n'est nullement finie, et elle pourra bien s'achever par un *Conseil exécutif* établi dans chaque île, comme vous en avez le dessein à la Guadeloupe; je ne vois que ce moyen efficace de mettre fin aux trames de ces despotes, &c. aussi avons nous eu la même idée que vous de transformer ces absurdes despotes en conseil exécutif. Mais le destin des républicains qui triomphe en tous lieux vaincra aussi, nous espérons, cet obstacle en faisant un effort commun et universel. C'est le moyen de réussir plus parfaitement.

Signé, KERMENE.

(Nota. Cette lettre a été imprimée, dans le tems, dans les papiers publics.)

N^o. IV.

Extrait d'un imprimé intitulé, Réponse de la Société Révolutionnaire des amis de l'Egalité, de la Pointe-à-Pitre, à tous les écrits Contre-révolutionnaires de la Guadeloupe.

ROYALISTES, cessez vos sottises ; il vous reste un moyen de mériter le pardon qui vous est nécessaire, ne le rejetez pas. Unissez-vous au destin des patriotes, qui est celui de la nation française. Défendez avec courage les droits des hommes libres qu'elle a décrétés. Prononcez vous pour le Corps Représentatif qui toujours les protégea ; soutenez l'égalité qui vous associe des hommes pour le maintien de vos propriétés, et qui ne souffriront point qu'un homme superbe, se disant le représentant d'un Roi, fasse désormais violer vos ailes, ou despotiquement opprimer vos familles. Sinon, déterminez-vous à échapper à sa vengeance en fuyant la terre que vous habitez. Signés, MONTALEGRE, MASSEGUIN, DUSSAU, PARTARRIEU, J. E. DUPRE,

N^o. V.

Lettre du Commandant La Folie.

Général,

{ POINT-A-PITRE, le 2 jour du 6 Mois, l'an 2 de la
Rép. Fran. une et indivisible (20 Fév. 1793.)

J'AI le chagrin de vous annoncer l'inexécution de vos ordres. J'ai reçu hier à la fin du diner votre circulaire concernant le siège de la Martinique. J'en ai aussitôt répandu la nouvelle, et me mettant en devoir d'expédier cette circulaire pour les paroisses, je l'ai premièrement communiquée au Comité de Sureté Générale et ensuite à la municipalité. Je n'ai trouvé partout qu'incrédulité et opposition. On a exigé de moi de ne passer plus avant à peine d'être privé de ma liberté. Il y a même eu une motion pour me faire arrêter sous prétexte que n'étant rien ici, je m'ingérais de recevoir et répandre des écrits incendiaires. Vous voyez, General, que ma position n'est pas telle que vous avez pu la supposer en me donnant vos ordres ; mon autorité étant absolument méconnue. Tous ceux qui me seront adressés directement ne peuvent qu'aigrir les esprits contre vous et contre moi-même et nous compromettre sans utilité pour la chose publique.

Je crois donc que malgré l'importance du sujet et l'urgence des mesures à prendre, il est prudent, pour ne pas donner lieu à la guerre civile, qui ne pourrait que nous faire beaucoup de tort pour le succès de la guerre étrangère, de laisser à cette nouvelle le tems de s'accréditer, et aux citoyens celui de revenir de leur prévention.

Salut Citoyen Général des isles }
Guadeloupe et dépendances. }

Le Commandant en second,

LA FOLIE.

N^o. VI.

Déclaration du Capt. Ferey.

MOI Jean-Baptiste André Ferey déclare avoir été Capitaine et armateur du corsaire le *Sans-Culotte* armé à Charleston, Caroline du sud ; qu'après avoir fait deux croisières avec le dit corsaire, je fus pris par un vaisseau Anglais de 74 nommé *Orion* et conduit prisonnier à Portsmouth, où j'ai resté trois semaines. Dans l'intervalle j'ai appris que l'amiral Anglais John Jarvis, Commandant le vaisseau neuf, *Boyne* armé de Quatre vingt dix huit canons était destiné pour venir attaquer la Martinique et la Guadeloupe.

Métant alors échappé, j'ai été à Londres où cette nouvelle se confirma encore, ne trouvant aucun moyen d'en prévenir la Convention, vu que toute communication était interceptée, je pris passage à bord d'un navire américain pour Norfolk en Virginie. Mais en route, la tempête fût si forte que forcés d'entrer dans les vents alisés, nous sommes venus de relâche à la Pointe-a-Pitre, me transportant de suite au Comité de Sureté pour y faire une déclaration, ma première parole fût de leur annoncer qu'une Escadre Anglaise devait être en route pour les attaquer.

Aussitôt on m'imposa silence avec ordre de ne répondre qu'aux demandes, qui me seraient faites.

Déclare de plus que ma déclaration étant faite, je fus regardé comme un imposteur et mis à la porte pour avoir annoncé cette nouvelle à quelques citoyens avant que d'entrer au dit Comité de Sureté.

Le présenté certifi véritable.

Fait à la Pointe-à-Pitre, le 19 Janvier 1794, an 2e. de la République Française, une & indivisible ; en foi de quoi j'ai signé.

Signé,

B. ANDRE FERREY.

N^o. VII.Lettre du Citoyen *Dourneau*

Citoyen Général,

{ BISDARY, le 8 Avril 1794, au 3^{ème}. de la
 { République Française, une et indivisible.

VOUS êtes trop utile à la colonie et trop chéri par le peuple pour ne pas vous prévenir du coup qui vous menace.

Faisant hier au soir ma tournée, je gagnai le derrière d'une case à bagasse pour des besoins, et sans bruit. j'entendis causer, je prêtai l'oreille, et je découvris bientôt le projet dont nous sommes menacés depuis le 1^{er} Avril dernier, qui est comme vous savez, la perte de tous les blancs.

Cher Général, le coup doit commencer par vous. On doit faire une petite émeute dans une compagnie, vous envoyer vite une députation pour demander votre présence, et lorsque vous serez en route, vous serez attaqué et après votre défaite, la déroute étant chez nous par votre perte, on commencera le carnage et finira le même jour. Le signal est le même pour tous. Dans cette première expédition on ne tuera que les hommes, et ensuite ils doivent choisir les belles filles pour leurs plaisirs et égorger tout le reste jusqu'aux enfants à la mamelle, &c.

Ne vous laissez pas approcher de trop près, et défiez-vous d'un des vôtres. Salut, &c.

Signé,

DOURNAUX.

N^o. VIII.Déclaration de *Ducomet* aîné.

JE déclare qu'étant au poste de *Thirus Pautrizel*, une partie de ma compagnie m'a abandonné et l'autre m'a forcé de quitter mon poste.

Signé,

DUCOMET.

Au poste de *THIRUS PAUTRIZEL*, le 16 Avril (vieux style) }
 l'an 2^e. de la République Française, une et indivisible. }

N^o. IX.Rapport des Commandans *La Folie* et *Fontelliau*

{ RAPPORT DU POSTE DE BOULOGNE,
 { du 16 au 17 Avril 1794.

SUR les neuf heures du soir, il m'est venu deux dragons du *Baillif* me prévenir que l'ennemi préparait un débarquement au Val de Lorge. J'ai de suite détaché *Choiseau* avec deux dragons pour aller en observation. Ils m'ont rapporté que l'escadre était mouillée en deça de la Pointe du Val du Lorge au nombre de onze bâtiments, qu'ils avaient trouvé les hommes de la batterie de la Madelaine en désordre et prêts à enclouer les canons; qu'ils avaient donné des ordres pour faire de fréquentes patrouilles, et fait sortir une en leur présence avec ordre de faire une décharge si elle appercevait quelque colonne en marche. A onze heures nous avons vu partir trois fusées et un instant après trois coups de canon de la Madelaine. A Minuit il est venu un dragon qui nous a prévenu, que le dit poste avait été évacué, que quatre hommes s'étaient reployés à la batterie *St. Dominique*, et que l'on ne savait pas ce qu'étaient devenus les autres.

Les Capitaines *Boulanger* et *Vanosse* m'ont averti qu'il était déserté treize hommes de leur compagnie, dont *Ride* lieutenant de *Boulanger* est du nombre. Il a emporté le mot d'ordre avec lui, ce qui m'a décidé à le changer pour les postes de la droite seulement. J'ai de suite expédié un dragon avec des instructions pour les commandans des postes et des patrouilles qui étaient dehors.

A une heure, nous avons entendu tirer quelques coups de fusil sur le bord de mer vers le poste avancé des Irois. J'ai de suite envoyé une forte patrouille pour m'instruire. Elle m'a rapporté que les hommes qui occupaient le poste avancé des Irois avaient cru voir quelque chose, qu'ils avaient fait feu et évacué les postes. Je l'ai fait garder jusqu'à ce que le Dragon que j'avais envoyé à *Mondesir* pour lui faire reprendre le dit poste fût de retour.

A six heures du matin, j'ai vu la batterie *St. Dominique* faire feu. Je m'y transportai avec *Choiseau*. Lorsque je fus au pied, je vis ceux qui la gardaient descendre. Après que le feu fût cessé, ils en ont enlevé les pièces. Comme la batterie de la *Madelaine* avait été évacuée dans la nuit, l'ennemi s'en était emparé à la pointe du jour, *St. Dominique* a fait feu, et la perte de l'ennemi est évalué à 15 hommes.

L.

Je vais examiner la position de l'ennemi. Un dragon vient nous apprendre que l'ennemi gagnait le Matouba. Salut, Général. Signé, Le Commandant en second, LA FOLIE.

Lettre de Fontelliau.

Citoyen Gouverneur,

C'EST avec douleur que vous apprendrez qu'à l'apparition de l'escadre qui est mouillée au *Baillif*, beaucoup de citoyens ont abandonné; Je crains qu'au moment où il faudra en découdre la débâcle ne devienne presque générale. Les nouvelles des trois rivières ont étonnamment fait changer de langage nos plus grands babillards. Chacun croit voir sa femme au Palmiste et la croit voir égorgée. Enfin voyez quel parti nous devons prendre. Salut.

Signé,

FONTELLIAU.

N^o. X.

Lettre de Warrin, Commandant au Parc.

Général,

{ HOUEL, 17 Avril 1794, (vieux style)
l'an 2^{me}. de la République.

J'AI l'honneur de vous rendre compte que la force armée des paroisses du *Baillif* et des habitants, n'ayant point exécuté les ordres qui leur avaient été donnés de se replier au *Matouba*, la plus grande partie des citoyens que je commandais dans ce quartier a pris la fuite, effrayée sans doute de la disproportion de nombre qu'il y avait entre l'ennemi et nous; je n'ai donc pu soutenir long tems le feu de cinq cent Anglais qui m'ont attaqué au passage de la rivière avec les six a sept hommes qui me restaient; après une heure de résistance, nos efforts étant devenus absolument puls, je viens de me retirer avec eux, pour suivi par l'ennemi au poste le plus voisin, ne pouvant même couper le pont de *Nozieres* que je trouvais abandonné par les ouvriers et la garde que j'y avais mis. Je suis avec respect, Général.

Signé,

L'Adjudant Général, C. L. J. H. WARRIN.

N^o. XI.

Lettre de Duval, Commandant du Walkanard.

Citoyen Gouverneur,

Ce 18 Avril, 1794.

DANS la journée d'hier, le Capitaine *Pauzaire* m'a prévenu qu'il restait de garnison au *Walkanard* avec 200. En conséquence nous nous sommes concertés ensemble sur la marche que nous tiendrions en cas d'attaque, &c. que nous ferions retraite sur le Palmiste; que si cependant la communication nous était coupée, que nous ferions notre retraite sur le Houëlmont.

Quelle fût ma surprise hier au soir, lorsque la batterie *Paris* tira plusieurs coups de canon. On vint me prévenir que la Compagnie *Pauzaire* venait d'évacuer. — Je courus sur le champ chez la citoyenne Guillermin pour vérifier le fait. Je vis effectivement qu'elle était partie sans m'en donner avis. Je courus sur le champ à mon poste pour en prévenir le restant de ma compagnie qui en fût indignée. Sur le champ je marchai contre elle, étant arrivé au morne *Gragé*, je ne pus rien découvrir; j'engageai ma compagnie à retourner à notre poste. Elle y consentit de bon cœur, &c.

Signé,

D U V A L.

N^o. XII.

Délibération des Autorités Constituées, pour la capitulation. *

{ Aujourd'hui, 29 Germinal, an 2^{me}. de la
République Française, une et indivisible.

LES Autorités Constituées étant réunies en la maison du quartier général, le gouverneur a fait part d'une dépêche reçue ce matin du général Anglais, accompagnant deux autres pièces imprimées, la dite dépêche portant sommation de capituler; sur quoi les Autorités Constituées ont invité le Général à s'expliquer sur sa position, conformément à la loi nationale. Le citoyen gouverneur a déclaré qu'il regarde sa position en occupant la seconde ligne, beaucoup meilleure que la première, vu l'abandon qui a été fait par une

* Cette pièce est entièrement écrite de la main du Citoyen Bovis.

partie de la force armée dans les différens postes qu'elle occupait, ce qui l'a obligé à se concentrer; qu'il regarde sa position comme inexpugnable, si ceux qui se trouvent dans les ouvrages veulent les défendre; mais en même tems, il prévient que depuis le moment de l'attaque jusqu'à aujourd'hui, il n'a pu conserver aucun de ses postes avancés, pendant la nuit la plupart ayant été évacués sans en avoir reçu l'ordre. Que notamment le poste du *Walkanard* est constamment vuide et abandonné; qu'il ne peut imputer une pareille défection qu'à la désorganisation et à la division qui regnent dans la colonie depuis long tems et qui n'ont laissé dans les lignes très resserrées de la Basse-Terre que la portion des citoyens vraiment attachés à la République.

Signé, V. COLLOT.

Sur quoi, les Autorités Constituées, savoir, le conseil d'administration intermédiaire composé des citoyens *Vanchelet*, président, *Bouquet*, secrétaire, *Louison*, *Bovis*, *Hubert*, *Roydot*, *Gautier*, *Jussy*, *La Gardere*; le conseil général de la commune au nombre des membres cy-après, *Albert*, maire, *Artaud*, *Duc*, *Benoit*, *Natoire*; officiers municipaux, *Babut* procureur de la commune, *Le Borgne*, *Robinson*, et *Beaurocher*; membres de la commune, le citoyen *Thirus Pautrizel* Maire et seule Autorité Constituée de sa paroisse qui se soit rendu, les autres étant censés avec l'ennemi.

Le citoyen Maire des trois Rivières observe qu'il considère dans les circonstances présentes le danger de l'ennemi comme moins fort que celui d'une insurrection d'esclaves dans l'intérieur comme il a de grandes raisons de le craindre; qu'en conséquence, il croit nécessaire de céder pour le moment à la force qui nous menace, étant de toute impossibilité d'y résister.

Le citoyen *Bovis* dit que d'après le tableau de la position de la colonie, si le vœu de la loi, le salut du peuple et le devoir du magistrat pouvaient encore exiger une décision forcée de la part des autorités constituées; il pense, suivant le plan de la défensive et le projet des ennemis, que la place des Autorités Constituées devrait être au *Houëlmont*, qui est la dernière citadelle de la Colonie, mais qu'alors il prie les Autorités Constituées d'examiner la situation des personnes qui seraient laissées au *Palmiste*.

En ce moment une dépêche est remise sur le bureau envoyée par *Ducomet* cadet commandant du fort *St. Charles* au citoyen Gouverneur, qui lui apprend le découragement de sa garnison et l'insurrection de deux compagnies qui a eu lieu la nuit dernière, la proposition qu'on fait au fort de capituler et la défection de beaucoup de citoyens.

Le citoyen *Robinson* dit que le conseil général de la commune avait fait le vœu de mourir libre; mais qu'en faisant ce serment il avait compté sur la force armée de toute la Colonie; que cette force armée l'abandonne; que ce n'est plus une vaine bravoure; qu'il s'agit du salut d'une multitude de familles; qu'il n'oubliera jamais les efforts qu'ont fait les patriotes pour la cause de l'égalité à laquelle il est plus intéressé en sa qualité de citoyen de couleur; qu'il ne se dissimule pas que sous le joug Britannique, il va retomber dans l'esclavage, mais qu'il a l'espoir d'être racheté par la patrie qui n'oubliera jamais ses fidèles enfans; qu'il ajoute au triste tableau de notre situation l'abandon où la France laisse la Colonie, sans aucun secours, sans aucun avis, sans aucune lueur d'espérance, mais qu'il ne peut imputer cet abandon qu'à l'infidélité des ministres; qu'enfin il se résume, et ne se considérant plus que comme fonctionnaire public, comme magistrat du peuple & tenant la balance du salut de tant de personnes il opinait pour céder à la force.

Roydot dit qu'il faut être franc, qu'il ne faut point se dissimuler l'effroi de notre position sous tous les points de vues possibles; qu'il mourra patriote dans quelque coin du monde qu'il soit; que s'il doit porter sa tête à la guillotine, que si telle est la rigueur de la loi, il doit sauver tant de familles et de malheureux si dignes de l'intérêt de la patrie; qu'il opine pour qu'on accepte les conditions de l'ennemi, s'en rapportant au Gouverneur pour sauver l'honneur national.

Hubert et *Louison* appuient le dire de *Roydot*: *Gautier*, *J. B. Leborgne*, *Duc* et *Bouquet* sont du même avis.

Jussy pense que s'il était possible de proposer, avant de capituler, d'attendre un temps pendant lequel on pourrait obtenir des secours, il serait de cet avis.

Lagardere, *Benoit* appuient le dire de *Roydot*, pourvu qu'ils soient embarqués, vingt quatre heures après.

Natoire appuie *Roydot* en obtenant, s'il est possible, de l'ennemi des conditions plus avantageuses.

Artaud pense que malgré nos sentimens, il est impossible de résister sans sacrifier de malheureuses victimes.

Beaurocher est de l'avis de *Robinson* et *Benoit*.

Albert déclare qu'il ne peut que réitérer son vœu et qu'il ne peut signer de capitulation.

Babut déclare que malgré l'état affreux de la colonie, il ne sera point parjure à ses sermens.

Bovis appuie le vœu de *Robinson* et de *Natoire*.

Vanchelet déclare que ce n'est point lui qui est parjure que c'est le peuple, ou la majorité des citoyens qui abandonnent le magistrat, qu'il est de l'avis de *Roydot* et ont signé les délibérations. *Natoire* officier municipal *Jean Hubert*.

Robinson, *Jussy*, *Bovis*, *J. Bte. Leborgne*, *Gautier*, *Vanchelet* président, *Duc* officier municipal, *Thirus Pautrizel*, *Artaud*, *J. F. Bouquet*, *Beaurocher*, *Albert* maire, *Roydot*, *Babut* procureur de la commune, *Louison*, *Lagardere*, *Benoit* officier municipal.

N^o. XIII.

Lettre du Commandant du fort *St. Charles*.

Général,

{ FORT ST. CHARLES, le 29 Germinal l'an 2^{me}. de
la République Française, une et indivisible.

JE me hâte de vous donner avis que la nuit dernière, il m'est déserté beaucoup d'hommes de la garnison, que le courage s'affaiblit, et que la crainte a inspiré à la plupart des citoyens le désir de capituler. Le découragement s'est manifestement montré dans deux compagnies qui se sont insurgées. J'ai été obligé de sortir, le pistolet à la main, pour en imposer à ces capitulans, et il régnait dans le moment un calme apparent. Il est singulier que des gens qui ne savent pas mourir veuillent se croire dignes de vivre. Salut.

Signé, DUCOMET CADET.

N^o. XIV.

Lettre de la Pointe-Noire.

{ MUNICIPALITE DE LA POINTE-NOTRE, le 15 Avril 1794,
l'an 3^{me}. de la République Française, une et indivisible.

NOUS ne pouvons nous dispenser de vous prévenir que nous sommes presque abandonnés par la force armée de cette paroisse et que dans ce moment notre sûreté est absolument compromise; nous demeurons à notre poste telle chose qui puisse arriver. Salut, Citoyen Gouverneur.

N^o. XV.

Conseil de Guerre, au sujet de l'Incendie de la Basse-Terre.

[Extrait du registre des délibérations du Conseil de Guerre.]

LE Conseil de guerre considérant que quelques malveillans pourraient en donnant une fausse interprétation à la lettre du Gouverneur au conseil de la commune de la Basse Terre se croire permis d'incendier la ville sans ordre, arrête que le Gouverneur expliquera cette lettre par une * proclamation qui portera peine de mort contre tout individu qui se permettrait une acte de cette nature sans un ordre exprès et positif. Signés, Jussy, Terrasson, Fontelliau, Felix, Jean Hubert, Voisin, Babut, V. Collot, Gerlain Secrétaire.

* La proclamation a été publiée et affichée.

N^o. XVI.

Réquisition des Autorités pour capituler.

D'APRES le résultat de la délibération prise hier au soir, dix-huit d'Avril par les Autorités Constituées réunies au quartier général du Palmiste, suivant le procès-verbal ci-joint.

Le Gouverneur général est requis de rendre la place aux conditions qui pourront assurer l'honneur et l'existence des citoyens ainsi que la dignité nationale, ce qui sera plus amplement détaillé dans la capitulation qui pourra avoir lieu.

Au Palmiste dans le local général du dépôt des archives, ce jourd'hui, 19 Avril 1794; an 3^{me}. de la République Française, une et indivisible. Etant les membres des dites Autorités Constituées, signés individuellement. Signés, Pre. Gautier, Jean Hubert, L. Benoit officiers municipaux, Natoire officier municipal; tout aujourd'hui me prouve l'urgence malgré mon vœu exprimé, Albert Maire de la Basse-Terre. Bovis ex-président du conseil d'administration. Lagardere; reconnaissant l'urgence je donne mon adhésion, Jussy, Artaud officiers municipaux, Louisson, Thirus Pantrizel, maire des trois rivières, Roydot, J. F. Bouquet. Secrétaires du conseil d'administration intermédiaire, Vauchet président.

N^o. XVII.

Délibération du Fort *St. Charles*.

AUJOURD'HUI 19 Avril 1794 répondant au vingt neuf de Germinal seconde année de la République Française une et indivisible; le Conseil de guerre assemblé par ordre du Général Collot, et composé de Séra-

ne Commandant en second du fort St. Charles. Dagnaux adjudant de place, La Coste Capitaine, Taillandier Capitaine, Cayol Capitaine, le Sueur Capitaine, Bonneton Capitaine, Jean Louis le Sueur Capitaine, Cornette ingénieur en chef, Lalier sous ingénieur, Berthelot officier d'administration, Chavaroche Capitaine d'artillerie, François Porquet officier d'artillerie, Orange garde-magasin, Coffin lieutenant au 1^{er} régiment d'infanterie française, le Moine fils, Sallenave fils, Roussel Boromé, Jacquet, Guirard, Jean Salvador lieutenants, Rivaux, Honoré Hamon, la Fite, Tacot sous lieutenants.

Ayant pris communication de la délibération des Corps constitués réunis au Quartier Général en date du jour d'hier et de la réquisition des mêmes Corps constitués en date de ce jour.

Cornette dit que la défection totale de la garnison, la désertion de la majeure partie des troupes, le mauvais état des fortifications dénuées de palissades, l'abandon de la batterie principale dont les canons sont encloués, l'évacuation de toutes les lignes de la droite et de la partie de celle de la gauche, lui font regarder la réquisition des Corps Constitués comme l'unique moyen de conserver une foule de familles précieuses.

Lalier, le Sueur, Rivaux, la Coste sont du même avis.

Sallenave dit: la garnison est réduite à moins de cent vingt hommes. Les fatigues d'un bivouac de cinq jours et cinq nuits jointes aux chaleurs excessives de la saison ont énérvé la force armée. L'étendue des fortifications demanderait au moins mille hommes, sans quoi nous ne pouvons soutenir la première attaque; ainsi c'est une nécessité de céder à la force, notre fermeté deviendrait une ferocité. Car elle entraînerait la ruine de deux mille familles que la République pourra revendiquer un jour. Il est d'avis de suivre les propositions des corps constitués.

Sérane dit: Comptant sur la bravoure des citoyens qui composaient la garnison du fort St. Charles, j'avais résolu de défendre ce poste jusqu'à la mort, mais par l'évacuation des postes de la ligne droite, et des batteries qui défendaient la partie maritime du fort, par la désertion de la plus grande partie des soldats, par l'état d'affaiblissement et de fatigues du petit nombre des braves citoyens qui défendaient le fort St. Charles, par la désorganisation des postes de la gauche du Palmiste, et surtout d'après la décision des autorités constituées administratives remise sur le bureau, je crois que la résistance serait vaine, mais j'observe que sort de ma conscience et de mon courage, je ne veux plier qu'en conservant mon honneur et celui de ma nation: dans le cas contraire je préfère mourir les armes à la main.

Coffin observe que si la désertion n'était point dans la garnison du fort St. Charles et qu'il y eût huit cent hommes, ce poste ne serait pas fait pour se rendre, il jure que lui à la tête de ses dix soldats, mourraient plutôt les armes à la main que de se rendre.

Berthelot, le Moine, Roussel, Chavaroche, la Coste et tous les autres membres du Conseil sont de l'avis de Sérane.

Fait dans le quartier du fort St. Charles les jours et an que dessus, lecture faite tous les Membres ont signé Sérane Commandant en second du fort. Jean Salvador porte drapeau Sallenave fils, Berthelot officier d'administration Charles Taillandier Capitaine Chavaroche, Cornette, le Sueur Capitaines, Orange, le Moine fils lieutenants, Henry Hamon sous-lieutenant, la Coste Capitaine, Guirard adjudant, Coffin lieutenant au 1^{er} régiment, Boromé, Rivaud pour Jean Louis le Sueur Capitaine, Louis Jacquet, la Boulard magasinier principal, Rivaud sous-lieutenant, Lallier sous ingénieur, Vigneaux adjudant de place, Bonneton Capitaine de la 3^{ème} compagnie, Louis Roussel lieutenant, Caillot Capitaine.

N^o. XVIII.

Réquisition de la Municipalité de la Basse-Terre.

MUNICIPALITE DE LA BASSE-TERRE.

Je requiers le Citoyen Gouverneur général de pourvoir à une garde de sûreté pour la ville Basse-Terre à l'effet d'empêcher surtout les malveillans incendiaires de continuer leurs atrocités.

Au Palmiste le 19 avril 1794. 3^{ème} de la République Française une et indivisible. Signé Albert Maire.

N^o. XIX.

Réquisition des autorités constituées.

[Les Autorités Constituées réunies au local du dépôt général des archives au Palmiste.]

Au Citoyen Gouverneur général de la Guadeloupe,

Le Citoyen Gouverneur est requis de se rendre dans le jour à son quartier générale au Palmiste où se réuniront à lui les Autorités Constituées sur l'avis qui leur sera donné à sa diligence de son arrivée au dit li-

en, pour y suivre l'effet de la réquisition qu'il lui a été faite ce matin: pourquoi le dit Citoyen Gouverneur général est en même tems requis de traiter avec le Général Anglais de l'amnistie nécessaire.

Au Palmiste le 19 Avril 1794 3ème de la République Française une et indivisible. Signés, *Bovis* ex-président du Conseil d'administration, *Albert* Maire de la Basse-Terre, *Jean François Bouquet* Secrétaire du Conseil, *Guyon* Secrétaire de la Municipalité.

Nº. XX.

Lettre de la Municipalité de la Basse-Terre.

Citoyen Gouverneur,

L'ennemi s'est emparé de votre fortification de la batterie Langlais. Des l'instant que nous l'en avons scu maitre, nous lui avons envoyé un Parlementaire pour lui annoncer notre bonne foi et la croyance où nous étions, qu'étant en pour parler de Capitulation, nous avions eu lieu d'être surpris de son invasion.

En même tems pour éviter toute extrémité aux femmes et enfans réfugiés au Palmiste, nous avons fait descendre tous les hommes armés qui s'y trouvaient sans destination.

Vous avez été requis par les Autorités Constituées de faire avec le Général Anglais les accords les plus honorables pour la Nation et les plus avantageux pour les Citoyens, notre sollicitude pour ces derniers ne nous permet pas d'ignorer de l'état des choses. Nous vous serons obligés de nous faire part du succès de vos négociations. La Municipalité est sur l'habitation de la Charité.

Salut Citoyen Gouverneur. les Membres du Conseil général de la Commune. *Albert* Maire, *Artaud* officier Municipal, *Natoire* officier Municipal. *Guyon* Secrétaire Greffier.

A la Charité 20 Avril 1794, an 3ème de la République Française une et indivisible.

Nº. XXI.

Lettre des Chefs de Division.

Citoyen,

1er. Floreal, 2me. année, &c.

Nous nous sommes rassemblés et nous attendons votre décision. Vous avez dit-on la liberté de demander par la capitulation la liberté de choisir les officiers à embarquer. Nous vous prions de nous faire mentionner dedans, et nous vous suivrons partout où vous irez. Mais finissez au nom de Dieu. Salut *Auber*, *Ribaut*, *Fontelliau*, *Verdon*.

Nº. XXII.

Lettre de *Babut* aux Chefs de Division.

Citoyens,

{ Au HOUELMONT, le 1er. Floreal de l'an 3ème.
de la République, une et indivisible.

J'ai reçu votre lettre, j'attends avec impatience les nouvelles que vous m'annoncerez. Tout le poste adéjà abandonné à l'exception de 5 à 6. Mais avant de quitter, Nicolle et moi attendons votre avis, en conséquence, je vous envoie à la hâte un nègre pour savoir de vos nouvelles avant la fin du jour. Ainsi au nom de la fraternité réponse par le porteur. Adieu, tout à vous. Le Procureur de la Commune de la Basse-Terre, *Babut*.

Nº. XXIII.

Sommation du Général *Grey*.

Monsieur,

Batterie Bondet, 20 Avril, 1794.

J'AI attendu votre réponse à la sommation que je vous ai envoyée hier, malgré quoi vos forts et batteries ont continué à faire feu tout le jour sur les troupes anglaises. c'est pourquoi j'ai marché ce matin, d'où il est résulté que je suis en possession de toutes les batteries et ouvrages qui commandent la ville de la Basse-Terre et le fort St. *Charles*.

Les circonstances de votre délai, et grande partie de la ville ayant été à dessein incendiée et brûlée et plusieurs actes de cruauté commis, le tems que vous demandez pour la cessation des hostilités afin d'arranger les termes de la capitulation ne peut être accordé, ni aucune autre chose sinon que vous et votre garnison met-

mettez bas les armes et vous rendiez à discrétion immédiatement. J'ai l'honneur &c.

Signé *Charles Grey*, Commandant en chef des forces de la Majesté Britannique.
Major général *Collet* Gouverneur de la Guadeloupe.

N^o. XXIV.

CAPITULATION.

Articles de Capitulation entre leurs Excellences Sir *Charles Grey*, &c. et Sir *John Jervis*, &c. et *George Henry Victor Collet*, Maréchal de Camp et Gouverneur de la *Guadeloupe*, &c.

LES Commandans en chef des forces de terre et de mer de la Majesté Britannique accordent aux longs services du Major général *Collet* et à l'humanité avec la qu'elle il en a agi envers les prisonniers qui étaient entre ses mains, l'honneur de fortir du fort *St. Charles* à la tête de sa garnison qui sera à tous égards traitée comme celle du fort *Bourbon*. En conséquence elle mettra bas les armes comme prisonnière, en s'engageant à ne point servir contre la Majesté Britannique durant la présente guerre ni contre ses alliés.

Le poste de *Houël-mont* sera sur le champ retiré et les troupes qui y sont se rendront au fort *St. Charles*. Le dit poste sera remis aux troupes anglaises exactement dans l'état où il est, de même que le fort *St. Charles* et tous les postes militaires de cette colonie.

La garnison du fort *St. Charles* sortira de cette forteresse à huit heures du matin le 22 de ce mois.

Les troupes anglaises occuperont les postes du fort *St. Charles* ce soir.

Les Isles *Marie-galante* de la *Désirade* et toutes les dépendances de ce Gouvernement sont comprises dans la présente capitulation.

Donné à la Guadeloupe le 20 Avril 1794.

Signés, V. COLLOT, C. GREY, J. JERVIS, &c.

N^o. XXV.

Lettre de Belloumeaux Lieutenant de Chasseurs.

Citoyen Général,

{ A la BATTERIE BOUCANIER, le 18 Avril 1794, l'an 2^{ème}.
de la République Française, une et indivisible.

JE mets la main à la plume pour vous faire savoir mon arrivée à la batterie *Boucanier* cette nuit, me repliant des trois rivières avec 23 chasseurs de la compagnie No. 3 commandée par le citoyen *Icard* lequel a déferté avant hier avec nos deux sergens et le mot d'ordre. Cinq d'après leurs exemples en ont fait autant. Il s'est rallié à mes 23 hommes deux volontaires. Je ne vous donne aucun détail sur les compagnies des trois rivières. Lorsqu'ils ont aperçu l'ennemi ont évacué leur poste &c. Salut Citoyen Général.

Signé, BELLOUMEAUX, lieutenant de la compagnie No. 3.

N^o. XXVI.

Lettre de Mentor, Capitaine de Chasseurs.

Citoyen Gouverneur,

AVANT hier vous m'avez donné ordre de rester à mon poste. J'y ai resté constamment. Je me suis défendu le plus qu'il m'a été possible. J'ai perdu neuf hommes en combattant, plusieurs de mes soldats se sont sauvés. Il me reste douze hommes qui se sont bien comportés, &c. Salut Citoyen Gouverneur.

Signé, MENTOR, fils Capitaine.

N^o. XXVII.

Lettre de Pauzair.

Citoyen Gouverneur,

A la BASSE-TERRE, le 20 Avril, 1794.

JE vous rends compte que j'ai quitté le poste du *Walkanard*, d'après l'évacuation de la compagnie *Duval* qui me commandait à ce poste. En conséquence, en ma qualité de troupe de ligne je l'ai laissé évacuer et n'ai évacué avec ma compagnie et le restant de celle de *Roger* qui ne se sont rejoins à moi, que d'après la fuite

des canoniers, de toutes les troupes du Palmiste, ce qui a été vu par tout le monde et par la municipalité. &c.
Salut Citoyen Gouverneur

Signé, PAUZAIRE.

N^o. XXVIII.

Raport du poste Houël.

JE déclare au Citoyen Général qu'étant Commandant du poste Houël la garnison m'a fait des menaces et qu'elle m'a abandonné comme des lâches.

Je certifie ci dessus.

Signé, LA BASTIDE. Commandant du Poste Houël.

N^o. XXIX.

Rapport des Postes PILATE et St. NICOLAS.

Citoyen Commandant,

Nous nous sommes rendus aux postes St. Nicolas et Pilate d'après votre ordre. Nous avons fait tous nos efforts pour des-enclore les pièces &c.

Nous craignons encore que l'ennemi ne tente aussi de pénétrer du côté de la grande savanne, sur tout depuis que nous avons appris que des individus indignes du nom français s'étaient rendus à lui. Nos craintes sont d'autant plus fondées qu'une partie de ces lâches sont pratiqués de toutes les différentes routes qui conduisent de la grande savane au Houëlmont par le travers des bois.

Salut Citoyen Commandant.

Signé Michineau Joseph.

Au citoyen Verdon Commandant de la défensive de la gauche du gallion.

N^o. XXX.

Lettre au Ministre Fauchet.

Citoyen Ministre,

PHILADELPHIE 11 Thermidor an 3^{ième} de la Ré-
publique Française une et indivisible.

Mr. Waters, négociant de cette ville vient d'intenter contre moi et l'ordonnateur une action pour une somme de 800 pounds relativement à un bâtiment confisqué par les administrateurs de la Colonie nonobstant le jugement du tribunal. Les Administrateurs, citoyen Ministre, n'ont pris cette mesure de rigueur que sur les pièces incendiaires et contre-révolutionnaires qui ont été saisies à bord de ce bâtiment et déposées aux archives du Comité de sûreté. Elles excitaient à la fois le peuple et contre le gouvernement républicain et contre la Convention. Le peuple instruit de ces faits témoigna son indignation contre le jugement du tribunal et eût dans cette circonstance recours aux administrateurs dont il connaissait tout le patriotisme.

Cependant la saisie n'a été ordonnée qu'en prenant toutes les précautions possibles pour assurer un recours certain aux propriétaires dans le cas où l'exécutif n'approuverait pas la décision des Administrateurs.

Dans tous les cas, citoyen Ministre, je ne suis comptable de mon administration qu'au Gouvernement Français et non à un tribunal étranger. Veuillez, je vous prie, employer le pouvoir dont vous êtes revêtu pour faire cesser cette poursuite inconsidérée qui ne pourrait que retarder mes projets de retour en France.

Salut,

V. COLLOT.

N^o. XXXI.

Réponse du Ministre Fauchet, et lettre du Procureur Général des Etats-Unis.

PHILADELPHIE le 13 Thermidor an 3^{ième} de
la République Française une et indivisible.

Joseph Fauchet, Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats-Unis,

Au Citoyen Collot.

J'ai fait part au Gouvernement Fédéral de vos réclamations aussitôt la réception de votre dernière lettre, je vous ai transmis de vive voix la réponse du Secrétaire d'Etat et celle du Procureur général. Vous paraîsez l'avoir oublié, je vous en envoie une copie certifiée qui vous répètera ce que je vous avais dit, que l'affaire étant portée à un tribunal doit y être plaidée sauf au tribunal à se déclarer incompétant ainsi qu'il le fera.

sans doute. Je vous rappelle en même tems l'offre que vous fis alors en présence des citoyens *Le Fort* et *Le Blanc* de vous cautionner pour les 800 pounds qu'on exigeait de vous si vous vouliez partir pour France.

Signé,

J. H. FAUCHET.

Copie.

MONSIEUR,

PHILADELPHIE le 16 Juin 1794.

J'ai examiné avec soin la demande du Ministre de la République Française pour faire cesser le procès intenté au ci-devant Gouverneur de la Guadeloupe dans le cours de cet Etat. Le Ministre motive sa demande sur ce que l'affaire est fondée sur la saisie d'un navire faite à la Guadeloupe par l'autorité du Gouverneur agissant en sa dite qualité. L'on ajoute que le Gouverneur est arrivé ici comme prisonnier sur parole des forces anglaises et que son départ pour France n'est différé que par cette action.

En jugeant sur cette énonciation, je ne vois pas que le défendeur ait aucune prétention légale au privilège de n'être pas arrêté et les Juges ne sauraient y trouver un motif suffisant, une autorisation de suspendre la poursuite sans le confiscation du demandeur. *Mr. Collot* est quant à sa traductibilité devant les tribunaux dans le même cas que tout étranger ou Ministre public qui se trouve dans leur juridiction. Si les circonstances alléguées suffisent par elles-mêmes pour former un corps de défense, elles doivent être produites au procès mais la cour ne saurait les recevoir comme motif de cassation ou de suspension de l'arrêt.

Mais, Monsieur, si l'obligation de se cautionner est la seule cause qui empêche *Mr. Collot* de partir pour France, il est probable qu'il réussirait à s'en faire relever, en citant le demandeur devant un juge du tribunal qui a émis l'assignation pour établir le motif de son action. Je penche à croire que si la saisie du navire est admise comme acte officiel fait par le défendeur en vertu de ses pouvoirs comme Gouverneur, elle suffira pour répondre à l'action du demandeur; je crois encore que le défendeur n'est pas responsable devant nos tribunaux pour une simple irrégularité dans l'exercice de ses pouvoirs, et que la limite de son autorité ne peut proprement être tracée que par les Autorités Constituées de sa propre nation.

Si ce principe est établi avec évidence devant le Juge et que le Juge l'adopte, il déchargera le défendeur de sa caution et il est probable qu'il arrêterait le progrès de l'affaire.

Au demeurant il est évident qu'il n'y a point lieu à interposition de la part du Gouvernement: et que *Mr. Collot* doit se défendre par les moyens qui paraîtront les plus propres à son conseil.

Signé, W. BRADFORD.

An Secrétaire d'Etat.

Pour copie conforme à l'original, signé JH. FAUCHET.

N^o. XXXII.

Réponse au Ministre *Fauchet*.

Citoyen Ministre,

PHILADELPHIE 14 Thermidor.

J'ai reçu votre lettre en date du 17 Thermidor ainsi que la copie de celle du Procureur-Général.

C'est la première fois que vous ayez pris la peine de me parler de cette affaire et croyez moi, je n'oublie rien excepté le mal que l'on m'a fait.

C'était à vous comme Ministre représentant de la République d'après le compte officiel que je vous ai rendu, à citer le demandeur devant qui de droit pour défendre les droits et la dignité nationale si indécemment compromis. Sur votre refus, j'agis seul et sans délai.

Je vous remercie de votre cautionnement votre conduite avec les officiers de la République Française en affectant de protéger et soutenir des lâches qui non seulement n'ont pas eu le courage de défendre le territoire de la République, mais même leur liberté, le refus que vous avez fait constamment de vous éclairer sur leur compte, ainsi que je vous l'avais proposé me donne assez la mesure de votre caractère public. Les Officiers généraux de la République iront en France lorsqu'ils seront instruit de la volonté nationale ayant rendu compte l'un et l'autre de leur conduite et de leur position. Ils sont très tranquilles; le tems et l'histoire les vengeront assez de l'injustice des uns, et de la crédulité ou de la fourberie des autres.

Salut,

V. COLLOT.

N

N^o. XXXIII.

Lettre du Ministre *Fauchet*.

{ PHILADELPHIE le 16 Thermidor an 2^d de la
République Française une et indivisible.

Jh. Fauchet Ministre Plénipotentiaire de la République Française près des Etats-Unis,

Au Citoyen *Victor Collot*.

SANS m'arrêter au ton déplacé de votre lettre du 14 je vais répondre à la demande qu'elle contient. Je crois à propos de faire de suite appeler votre partie adverse devant le Juge Suprême du district (*Mr. McKean*) pour lui faire prononcer la nullité de l'action. La lettre de l'avocat général des Etats-Unis annonce assez que le Gouvernement ne pense pas devoir intervenir d'office dans votre affaire. Mon avis est donc que vous instituez un avocat et que vous m'instruisiez de votre choix. Alors le Consul général se concertera avec votre avocat, l'accompagnera chez le juge *McKean*, et appuyera d'office votre demande en présentant l'avis de l'avocat général des Etats-Unis. Cette marche me paraît la plus convenable et j'ai lieu de penser qu'elle produira l'effet désiré.

Signé

JH. FAUCHET.

N^o. XXXIV.

Réponse au Ministre.

PHILADELPHIE &c.

Citoyen Ministre,

UNE absence de quelques jours m'a empêché de répondre à votre lettre en date du 16 Thermidor. *Mr. Lewis* sera mon avocat. Vous auriez dû m'indiquer cette marche dès l'époque où je vous fis part de cette scandaleuse affaire. La dignité nationale n'eût pas été aussi long temps compromise &c.

Salut

V. COLLOT.

F I N.